

ACADEMIE ROYALE DES SCIENCES D'OUTRE-MER
Classe des Sciences morales et politiques. N.S., XXVII-4. Bruxelles, 1963

LE PROBLÈME DE L'INFORMATION EN AFRIQUE

**Journaux européens, agences de presse,
publications africaines, cinéma, télévision, radio**

PAR

Fred VAN DER LINDEN

Membre de l'A.R.S.O.M.
Président de l'Association Internationale de Presse
pour l'Etude des Problèmes d'Outre-Mer

HORS COMMERCE

KONINKLIJKE ACADEMIE VOOR OVERZEESE WETENSCHAPPEN
Klasse voor Morele en Politieke Wetenschappen. N.R., XXVII-4. Brussel, 1963

F. VAN DER LINDEN . — Le Problème de l'information en Afrique.
Journaux européens, agences de presse, publications africaines, cinéma,
télévision, radio. — Bxl., ARSOM, 1963, 62 p., br. (Mém. 1ère Cl., coll.
in 8°, n. série, t. 27.4).

2802
2802-
arsom

Afrique

Zaïre, Information, Communication

Prix neuf 320,-
Prix de vente
320,-

ACADEMIE ROYALE DES SCIENCES D'OUTRE-MER

Classe des Sciences morales et politiques. N.S., XXVII-4. Bruxelles, 1963

LE PROBLÈME DE L'INFORMATION EN AFRIQUE

**Journaux européens, agences de presse,
publications africaines, cinéma, télévision, radio**

PAR

Fred VAN DER LINDEN

Membre de l'A.R.S.O.M.

Président de l'Association Internationale de Presse
pour l'Etude des Problèmes d'Outre-Mer

KONINKLIJKE ACADEMIE VOOR OVERZEESE WETENSCHAPPEN

Klasse voor Morele en Politieke Wetenschappen. N.R., XXVII-4. Brussel, 1963

Mémoire présenté à la séance du 21 janvier 1963

PRINCIPALES PUBLICATIONS DE L'AUTEUR

- Le Congo, les Noirs et Nous (Edit. A. Challamel, Paris, 1909, ill.).
- L'avenir du Congo français (*Société belge d'Etudes coloniales*, Bruxelles, 1909).
- Les Chemins de fer congolais (*Revue de Belgique*, Bruxelles, 1913).
- La ville des diamants (*Revue générale*, Bruxelles, juillet-août 1914).
- Enquête sur la situation économique de la Belgique (*Le Soir*, Bruxelles, juin-juillet 1914).
- La colonisation allemande et le Congo belge (*Tribune congolaise*, Londres, 1917).
- La neutralité belge (*La Métropole*, Londres, juillet-août 1918, et *Daily Telegraph*, Londres, 21 juillet 1918).
- Enquête sur la situation économique du Congo belge (*Agefi*, Bruxelles, 1927-1928).
- La situation économique de l'Afrique équatoriale française (*Agefi*, Bruxelles, 1927-1928).
- Vers une politique d'entente coloniale franco-belge. Rapport présenté au Comité d'Entente franco-belge à Paris (Paris, septembre 1929).
- La crise économique au Congo belge. Rapport présenté au Comité franco-belge d'études coloniales à Paris (Paris, 19 décembre 1930).
- Les débouchés européens des produits africains. Rapport présenté au Congrès d'Entente franco-belge à Liège le 27-30 septembre 1931.
- Le nouveau visage de la Turquie. Impressions de voyage (*Etoile Belge*, Bruxelles, 1932).
- L'entente coloniale franco-belge. Rapport présenté à l'assemblée générale du Comité d'Entente franco-belge (Bruxelles, 1933).
- Les rapports coloniaux franco-belges. Section coloniale de la Chambre de Commerce de Bruxelles, 19 septembre 1936 (*Afrique française*, Paris).
- La vie financière belge (*Encyclopédie belge*, Bruxelles, 1936).
- La France et la Belgique au service de la Colonisation. Communication faite le 15 avril 1937 à l'Académie des Sciences coloniales de France (*Revue économique internationale*, Bruxelles, juin 1937 et *Bulletin de l'Académie des Sciences coloniales*, Paris).
- La Belgique, le Congo belge et le problème international des matières premières (*Revue économique internationale*, Bruxelles 1938, Vol. III, n° 1).
- Congo 1947. Conférence donnée le 12 février 1948 à la Société royale belge de Géographie (*Annales de la Société royale belge de Géographie*, Bruxelles, 72^e année, Fasc. I et II).

- L'évolution du Congo belge (1940-1947). Communication faite à l'Académie des Sciences coloniales de France le 4 juin 1948 (*Bulletin de l'Acad. des Sc. colon.*, Tome VIII, Paris, 1948).
- La nouvelle législation sociale congolaise. Communication faite à l'Institut Royal Colonial Belge (*Bulletin de l'I.R.C.B.*, Bruxelles, 1948, pp. 345-374).
- L'électrification du Congo belge (*Bulletin de l'Université Libre de Bruxelles*, Bruxelles, 1949).
- Impressions marocaines (*Revue coloniale belge*, Bruxelles, 1950).
- Le Protectorat français au Maroc (*Bulletin de l'I.R.C.B.*, Bruxelles, 1951).
- Le rôle international du Congo belge. Journées d'Etudes coloniales internationales de Gand. 21-22 septembre 1951 (Erasmus, Gand, 1951).
- Colonialisme et colonisation (*Bulletin de l'I.R.C.B.*, Bruxelles, 1952).
- Les territoires d'Outre-Mer et la Communauté européenne (*Institut Royal Colonial Belge*, Bruxelles, 1953).
- Un Colonial aux Etats-Unis (*La Renaissance du Livre*, Bruxelles, 1956, ill.).
- Le deuxième Congrès international de Liaison des Instituts d'Etudes africaines (Paris, 6-9 janvier 1960) (*Bulletin de l'ARSOM*, Bruxelles, 1960).
- Arthur Wauters. Biographie (*Bulletin de l'ARSOM*, Bruxelles, 1961).
- La coopération technique internationale en Afrique (*Bulletin de l'ARSOM*, Bruxelles, 1962).
- La participation italienne au développement en Afrique centrale (*Bulletin de l'ARSOM*, Bruxelles, 1962).
- L'Institut italien pour l'Afrique (*Bulletin de l'ARSOM*, Bruxelles, 1963).

I. CONSIDERATIONS GENERALES

« L'Afrique a soif d'informations. »

Nous l'avons entendu dire maintes fois avec force par des Africains et, encore l'an dernier, au cours d'assemblées internationales: en mai, à Rome, au Congrès de la Fédération internationale des Rédacteurs en Chef; en juin, à Evian, à la Biennale de l'Information; en septembre, à Bari, au VI^e Congrès de l'Institut italien pour l'Afrique, ayant pour thème « La fonction de la Presse dans la coopération entre l'Europe et l'Afrique ».

Mais de quelles informations s'agit-il ?

Nous pensons que l'Afrique demande surtout des informations précises, objectives sur les rapports entre les nations, sur les grands événements qui se passent dans le monde, sur les progrès de la science, des informations utiles au développement économique, politique, social et moral des pays africains. Il ne les intéressera guère, croyons-nous, d'avoir de longs comptes rendus de procès en Cour d'Assises, d'être mis au courant des excéntricités de Brigitte BARDOT, ou des mésaventures conjugales de Sophia LOREN.

Le problème à résoudre est fort complexe.

Il a été examiné d'une façon assez approfondie à la réunion d'experts convoquée à Paris, du 26 janvier au 6 février 1962, par l'UNESCO. Environ 150 spécialistes appartenant à divers domaines de l'information et nommés par 32 Etats membres de l'UNESCO y participèrent. Des observateurs de 15 Etats membres et associés y ont également assisté. Les réunions de Paris étaient consacrées à l'Information en Afrique et répondait à la demande d'enquête formulée par la Commission économique et sociale de l'O.N.U., qui avait déjà provoqué des séances d'étude pour l'Asie du Sud-Est, à Bangkok en janvier 1960 et pour l'Amérique du Sud, à Santiago de Chili en 1961.

Les travaux et résolutions de Paris ont fait l'objet d'un copieux rapport (N° 37) auquel de nombreux représentants de pays africains collaborèrent.

Il convient tout d'abord de faire une distinction entre les différents moyens d'information:

1. Les journaux paraissant en Europe, ceux publiés dans les deux Amériques, en Asie et en Australie, n'ayant guère en Afrique de lecteurs;
2. Les journaux et publications d'Afrique;
3. Les agences de Presse et les correspondants étrangers de journaux africains;
4. Le cinéma;
5. La télévision;
6. La radio.

Une première constatation. Il n'y a en Afrique, d'après le rapport de l'UNESCO, par centaine d'habitants qu'un exemplaire de quotidien, deux postes de radio, et cinq dixièmes de siège dans un cinéma. Nous nous demandons comment ces renseignements ont pu être obtenus et nous nous étonnons d'une telle précision, notamment pour les cinémas. On sait que des projections de films ont lieu en plein air et que, dans les salles, en cas d'affluence, des Africains ne se soucient guère de disposer d'un fauteuil. Selon la même source, il faudrait au moins, pour la proportion indiquée, dix exemplaires de quotidiens, cinq postes de radio, et deux sièges de cinéma...

Le but essentiel à atteindre est le développement de l'éducation des Africains. Les progrès de l'information y sont intimement liés. La Conférence d'Addis-Abeba en 1961 avait établi un plan visant à étendre immédiatement l'éducation des adultes et à assurer dès 1980 l'enseignement primaire pour tous les enfants africains. Programme audacieux dont la réalisation se heurtera à de multiples obstacles de tout genre; mais il faut tenir compte de l'ardent désir, assez présomptueux, des pays africains ayant accédé à l'indépendance, de s'élever en quelques années au niveau des peuples occidentaux de vieille civilisation.

Quoi qu'il en soit, la double tâche à accomplir — éducation et information — est énorme. Elle exigera de la part des dirigeants de pays africains, une clairvoyance, une indépendance d'esprit, une volonté tenace et des moyens financiers dépassant largement, en général, les ressources dont ils disposent. On a cité le chiffre de 300 millions de dollars, soit quinze milliards de francs belges, rien que pour la Presse! Les pays africains devraient donc faire appel à une aide financière étrangère. Elles ne saurait être désirable qu'en ne la subordonnant pas à des conditions politiques ou économiques. A quoi bon d'ailleurs donner une telle extension à la Presse, tant que l'instruction publique n'est pas suffisamment développée ?

Il faut, d'autre part, que s'établisse en premier lieu un climat de mutuelle confiance, d'estime réciproque et de loyale coopération. De toute façon, il nous paraît souhaitable que cette assistance financière ne soit pas unilatérale mais internationale.

II. ROLE DES JOURNAUX, REVUES ET PUBLICATIONS SPECIALISEES EUROPEENS

Dans les moyens d'information pour l'Afrique, les journaux européens ne sont pas appelés, à notre avis, à jouer un rôle important.

Les journaux indépendants — c'est-à-dire ceux qui ne sont pas subsidiés par des Gouvernements, par des partis ou des personnalités politiques, voire par des puissances économiques qui leur imposent certains devoirs — n'ont comme ressources que le produit de la vente au numéro, des abonnements et de la publicité. Ils doivent, pour couvrir leurs frais généraux considérables, se soumettre à d'impérieuses et inéluctables obligations: suivre de près l'actualité, répondre au goût de leur clientèle et du gros public (qui n'est pas éclectique), étendre leur rayonnement et lutter contre la concurrence par de meilleures informations, autant que possible exclusives et toujours fort coûteuses.

Pour satisfaire leurs lecteurs, ils sont contraints en outre à donner un développement étendu à des événements qui n'intéressent que leurs compatriotes, remplir des colonnes de nouvelles locales, de faits divers, consacrer plusieurs pages aux sports, aux transactions boursières etc., tout en proportionnant la partie rédactionnelle pure aux recettes prévues pour chaque numéro.

Sans vouloir prétendre que les journaux européens ne peuvent fournir à des pays africains des informations utiles, ceux-ci devront en tout cas les rechercher dans une surabondance de matière qui ne peut retenir leur attention.

Quant aux journaux qui ne sont pas indépendants, il est évident qu'on ne peut pas toujours attendre d'eux des informations d'une exactitude, d'une impartialité absolues. Elles sont souvent présentées d'une façon incomplète, tendancieuse où même passées sous silence. A cet égard, nous nous rappelons un fort intéressant rapport présenté il y a quelque temps à la Biennale de l'Information d'Evian. Son auteur, ayant dépouillé plusieurs journaux de divers pays parus simultanément, montrait qu'un important événement international faisait l'objet d'un article de tête de première page de plus d'une colonne dans un grand quotidien, dans un autre de moins d'une demi-colonne en deuxième page, dans un autre de quelques lignes en quatrième, enfin un journal à gros tirage ne le mentionnait nullement.

Tel est l'effet néfaste du dirigisme intellectuel qui se manifeste dans la Presse européenne et dont les Africains auraient de bonnes raisons de se méfier.

Nous ne signalons que pour mémoire les journaux ayant pour consigne de répandre systématiquement des idées subversives, révolutionnaires, et ceux qui, par un mercantilisme méprisable, exploitent les instincts les plus grossiers du public, en mettant « du sang à la une », en étalant des scandales vrais ou faux, avec de gros titres en première page.

On imagine aisément tout le mal que peuvent faire en Afrique de telles publications.

La liberté de la Presse doit être à la base de l'information, mais elle doit se soumettre aux règles de la déontologie professionnelle des journalistes.

Cependant, il n'est pas toujours permis de dire la vérité. Certains gouvernements s'opposent à ce qu'elle soit révélée quand il s'agit de critiquer leurs agissements. Des journalistes africains et européens ont été expulsés, emprisonnés, voire mis à mort pour avoir eu le courage d'écrire ce qu'ils pensaient avec droiture.

Hommage soit rendu à ces victimes d'honorables cas de conscience !

Les revues techniques et les publications consacrées à l'étude des problèmes africains paraissant en Europe, pourront mieux que des quotidiens apporter aux pays d'Afrique des éléments utiles à leur développement. Encore qu'il faille prendre en sérieuse considération, pour elles comme pour les journaux, un obstacle majeur: celui de la langue employée. A ce propos, signalons qu'un Africain faisant remarquer au Congrès de Bari de septembre 1962 la multiplicité des dialectes de l'Afrique, se prononçait en faveur de l'emploi d'une langue universellement répandue, l'anglais ou le français.

III. LA PRESSE AFRICAINE

L'un des moyens les plus recommandables pour l'extension de l'information en Afrique est évidemment le journal quotidien ou périodique publié dans ce continent. Malheureusement, les possibilités dans ce domaine y sont inférieures à celles de toute autre partie du monde. Au reste, la situation de la Presse varie selon les pays. Certains possèdent des journaux de haute qualité (professionnellement parlant et abstraction faite de leurs tendances politiques). D'autres doivent se contenter de feuilles ronéotypées.

Les gouvernements de pays africains devenus indépendants, désireux de parer à une carence inévitable faute d'initiatives privées, ont, avec raison, répondu aux nécessités immédiates de l'information par des bulletins quotidiens d'agences de presse subsidiées ou par des publications officielles.

Des journaux dont l'existence est souvent éphémère, n'ont d'autre raison d'être que de soutenir des ambitions et des intérêts politiques particuliers. Il paraît qu'à la veille et au lendemain de l'indépendance, il y en eut une douzaine à Léopoldville ayant un tel objectif...

Cette Presse d'un caractère spécial s'est manifestée ailleurs qu'au Congo. Dans un esprit de surenchère démagogique, elle s'est livrée (et s'adonne encore sporadiquement) à des attaques virulentes et injustes contre les pays européens qui n'ont pas seulement cherché à mettre en valeur des richesses inexploitées, (mines, forêts etc.) et à en créer d'autres (plantations, élevages, commerce, industries, etc.), mais qui ont aussi aboli la traite, combattu victorieusement la maladie et la famine, doté de vastes régions d'une structure économique (moyens de transport routiers, ferroviaires, fluviaux et aériens, etc.) créé des écoles, des universités, des hôpitaux, des dispensaires, des maternités, des centres d'études scientifiques, instauré une administration, une législation, organisé la justice, des œuvres sociales et religieuses, maintenu l'ordre là où régnait jadis de fréquentes guerres tribales et le mépris de la valeur de la vie humaine. Ils ont amélioré les conditions d'existence de la population autochtone, bref apporté tous les avantages de notre civilisation.

Qu'il y ait eu des erreurs, de très graves fautes commises, nous en convenons volontiers, mais elles sont de peu de poids par rapport aux services rendus.

D'ailleurs une réaction contre ces diatribes se manifeste chez des Africains. Un confrère du Cameroun (1) M. Iwiye KALA constatait que, dans beaucoup d'Etats, l'indépendance avait donné naissance à une presse de qualité inférieure, « vulgaire, frondeuse, diffamatoire, une presse de palabres africaines ne respectant aucune loi de la décence, ignorante des limites de la pensée ». Il connaissait, ajoutait-il, un grand nombre de jeunes journalistes africains, arrogants, pour qui la liberté d'expression leur permet de médire de qui que ce soit.

(1) Rapport de M. le Professeur Teobaldo FILESI au VI^e Congrès de l'Institut italien pour l'Afrique à Bari en septembre 1962.

L'Afrique avait, à la fin de 1961, selon le rapport de l'UNESCO, 231 journaux quotidiens dont le tirage atteindrait 3 millions d'exemplaires, ce qui ne donnerait qu'une moyenne de un à deux numéros par cent habitants, la plus basse proportion mondiale. La concentration de ces journaux est très variable. Dans quatre pays favorisés, on compterait 6 à 7 numéros de journaux par 100 habitants. Le rapport de l'UNESCO fait remarquer que, dans l'Afrique septentrionale, une grande partie de la presse appartient à l'Etat. Dans le sud, l'est et l'ouest du Continent, la plupart des principaux journaux sont la propriété d'Européens. En Afrique occidentale, notamment dans les pays de langue anglaise, l'initiative des Africains joue un rôle croissant.

Nous constaterons qu'il en est de même ailleurs et que, dans les Etats de souveraineté récente, la tendance est que les journaux soient la propriété d'Africains, dirigés et rédigés par eux, avec éventuellement le concours de conseillers et de collaborateurs européens. Néanmoins, le rapport de l'UNESCO mentionne que récemment en Afrique occidentale et orientale s'est produit un fait notable: soutenus par des capitaux étrangers et parfois associés à des entreprises nationales, des groupes importants de journaux se sont créés. Dans ces deux parties du continent africain, il existe également un grand nombre d'organes dépendant du Gouvernement, de partis politiques ou de missions religieuses.

Bien qu'il y ait, d'après la même source, 839 non-quotidiens et 1395 publications religieuses et autres, la presse périodique et rurale est encore à ses débuts et il y a peu de revues intéressant l'enseignement, l'agriculture, l'industrie et les professions libérales (exception faite notamment pour l'Afrique du Sud, l'Algérie, l'Egypte, le Sénégal et Madagascar).

Un article paru dans la revue *Nigrizia* publiée à Vérone, sous la signature d'Andrea d'ANNA, en juin 1962, et que l'excellente revue de presse belge, *Problèmes africains* a reproduit, donne d'intéressants renseignements sur le développement des moyens d'information en Afrique. Bien que certains chiffres nous semblent sujets à caution, nous croyons utile de reprendre un extrait de cet article.

Son auteur rappelle que déjà il y a 150 ans, paraissait à Freetown, en Sierra Leone, un journal: le *Weekly News*. Au Ghana, la presse a connu ses débuts il y a plus d'un siècle, en 1858, quand fut fondé par Charles BANNERMANN le *West African Herald*. En Nigeria également, la presse a à son actif une tradition solide, due surtout au génie journalistique de AZIKIWE. Dans la seule Lagos paraissent cinq quotidiens totalisant un tirage de 350 000 exemplaires: le *Daily Express*, le plus ancien journal, le *Nigerian Tribune*, le *West African Pilot*, le *Nigerian Morning Post* et le *Daily Times*. Outre ces journaux, il existe dans la Fédération plus de 15 quotidiens dont un en langue yoruba, 22 hebdomadaires, et une quarantaine de publications périodiques parmi lesquelles le *Black Opheus*, revue culturelle rédigée par un groupe d'intellectuels nigériens et européens mérite une mention spéciale.

La presse indigène sud-africaine qui est née avec l'apparition du journal en langue zulu *Imwo Zabantsundu* en 1864, créé par des missionnaires protestants, connaît une diffusion considérable et est suivie avec attention par les Africains pour la raison qu'elle n'a pu encore s'affranchir de la contrainte des Blancs et de leurs lois restrictives. Un progrès décisif dans le journalisme sud-africain fut accompli en 1931 par la fondation de la Bantu-Press qui a pour objet le développement de la presse locale. La plus importante publication de cet organisme fut, à partir de 1933, le *Bantu World* qui aujourd'hui s'intitule simplement *World*, est dirigée par un Africain et sort en anglais et dans les trois langues vernaculaires avec un tirage de plus de 50 000 exemplaires. Deux publications importantes mensuelles, *Drum* et *Zouk*, sont également éditées par des Européens libéraux. Madagascar compte 15 quotidiens, la Tunisie quatre, deux français et deux en arabe. Deux importants périodiques sont préparés à Paris pour toute l'Afrique d'expression française par des rédactions mixtes: *Vie africaine* et *Présence africaine*, qui fut fondée en 1947 par un groupe d'intellectuels africains et antillais et quelques français parmi lesquels J.P. SARTRE et A. GIDE.

L'Afrique orientale est privée de grandes revues mais ne manque pourtant pas de journaux de bonne tenue. Au Kenya,

à part l'*East African Standard* né en 1903, complètement aux mains d'Européens et qui peut être considéré comme le porte-parole du Gouvernement britannique au Kenya, il existe le journal *Baraza*, l'hebdomadaire *Tazama*, organe de l'East African Literature Bureau, qui a le mérite d'avoir organisé la presse locale et de nombreuses autres publications en anglais, swahili, luo et kikuyu.

Le Tanganyika possédait déjà, sous le régime allemand, deux journaux gouvernementaux swahilis *Pwani na Bara* (la Côte et l'Intérieur) et *Kiongori* (le Guide) avec une édition allemande. Tous deux disparurent quand le pays passa sous mandat britannique. En 1930, naquit le *Tanganyika di Standard*, qui s'adresse à un public d'Européens, et d'Asiates évolués. Actuellement paraissent au Tanganyika trois quotidiens, dix hebdomadaires, six bimensuels et 32 mensuels totalisant plus de 250 000 exemplaires.

Une douzaine de journaux sont imprimés en Uganda, pour environ 40 000 lecteurs. Le quotidien le plus important est l'*Ouganda Argus* de caractère libéral laïque, qui comprend en son Comité de Direction un Africain, un Asiatique et un Européen. Cette collaboration raciale, comme l'écrit Anthony SMITH dans son *High Street Africa*, est un exemple des traditions universelles du journalisme mises à profit par des journalistes de divers pays au bénéfice non plus exclusif de leurs communautés individuelles mais de leurs frères éloignés des zones industriellement et commercialement développées.

Tous les partis Africains les plus importants ont à leur origine un ou plusieurs journaux. Le vrai journalisme populaire fut lancé par AZIKIWE. Ce pionnier du journalisme moderne en Afrique dirigea de 1935 à 1937, (moment où il fut emprisonné pour un de ses articles) l'*African Morning Post*; en 1938 il fonda en Nigeria le *West African Pilot* et par la suite une chaîne de quotidiens de province qu'il réunit en une organisation de caractère politique: l'*Associated Press*. En Afrique d'expression française, vers les années 30, s'est formée une presse populaire anticolonialiste. En 1932, Habib BOURGUIBA et d'autres membres du Gouvernement Destour fondèrent l'*Action tunisienne*. En Côte d'Ivoire, l'*Eclaireur de la Côte d'Ivoire* vit le jour en 1935. Par sa combativité, il jouit d'un énorme succès auprès des Africains.

Au fil des ans, les liens entre journaux et partis ou courants politiques se resserrèrent. Entre 1948 et 1949, deux grandes personnalités de l'Afrique moderne commencèrent à faire entendre leur voix: Léopold SENGHOR avec sa *Condition Humaine*, journal qui servira de base idéologique au Bloc démocratique sénégalais et Kwame NKRUMAH avec son *Evening News* qui donnera l'essor au Convention People Party.

L'Afrique orientale a eu aussi sa presse populaire qui a combattu les gouvernements coloniaux. Le premier journal en langue vernaculaire fut lancé par KENYATTA...

Des journaux comme *Matalisei* et *l'Ouganda Post* attaquèrent le Gouvernement de l'Ouganda à l'occasion de l'exil du Kabaka.

Au Tanganyika, les nationalistes boycottèrent les organes de la presse gouvernementale et fondèrent en 1957, à Dar es Salaam, *Mwafrika* (l'Africain), un hebdomadaire écrit et publié par des africains qui atteignit rapidement un tirage de 25 000 exemplaires. Il devint quotidien et avec l'hebdomadaire *Mwanauchi* (l'Indigène) et un autre quotidien *Ngurumo* (l'éclair), fondé en 1959, tous en swahili, ils appuyèrent la politique du Tanganyika African National Union, parti du Gouvernement.

Les discordances que l'on constate dans le nombre des quotidiens et périodiques entre diverses sources d'information proviennent du fait que les relevés ont été faits à des dates différentes, de la naissance et de la disparition de plusieurs publications et aussi parce que des auteurs indiquent comme journaux quotidiens des feuilles de nouvelles imprimées chaque jour par des agences de Presse, indépendantes ou gouvernementales, ou par des services officiels.

* * *

Nous avons dit que de grosses difficultés s'opposaient au développement de la presse en Afrique.

1. Tout d'abord, dans la plus grande partie du Continent, le taux d'alphabétisation des adultes n'est que de 15 à 20 %. Dans certaines régions il tombe encore plus bas.

2. Parmi les Africains qui savent lire, il en est peu qui peuvent se payer le luxe d'un abonnement annuel à un quotidien dont le coût peut dépasser 20 % du revenu moyen par habitant. Il est

vrai que plusieurs Africains peuvent se cotiser pour souscrire ensemble un abonnement, et qu'un journal reste rarement entre les mains d'un seul lecteur.

3. L'insuffisance de moyens de transport et l'éparpillement de la population à l'intérieur du pays posent des problèmes de distribution rurale quasi insolubles à présent.

4. Un journal nécessite des moyens financiers importants. La publicité, ressource principale, ne donne un certain rendement que dans des grands centres.

5. Le coût du papier et des machines est fort élevé, prohibitif pour de petites entreprises.

6. Dans certains pays, le prix du papier arrivé à destination peut atteindre 300 % de la cotation au départ de l'usine étrangère, par suite des frais de transport et des taxes à l'importation. Des fabriques de papier existent dans quatre pays africains et sont en voie d'établissement dans trois autres. Mais pour être bénéficiaire, la production doit atteindre un tonnage assez élevé et trouver des débouchés souvent aléatoires.

Il nous paraît peu probant dans l'appréciation du degré de développement de la presse, en Afrique, de comparer comme le fait le rapport de l'UNESCO la consommation *annuelle* de papier journal dans ce continent à celle d'autres parties du monde: 600 grammes par Africain, contre 10 kg en Europe, et 36 en Amérique du Nord. La consommation de papier journal aux Etats-Unis est énorme, mais le volume des quotidiens est fonction de la publicité. Des numéros de *Chicago Tribune* pèsent souvent près de 500 grammes!

Néanmoins, il est envisagé que la consommation de papier journal qui ne serait actuellement en Afrique que de 130 000 tonnes par an, pourrait passer à 190 000 tonnes en 1965 et dix ans plus tard à 345 000 tonnes. On recommande aux éditeurs de journaux de constituer une coopérative d'achat de papier de commun accord avec les gouvernements. La F.A.O. envisage avec la C.E.E. de convoquer une commission d'étude pour la fabrication du papier en Afrique et dans le Moyen-Orient.

7. L'emploi de matériel d'imprimerie exige le concours d'un personnel qualifié dont la formation est laborieuse et restreinte.

8. Pour les journaux africains, l'abonnement à une agence de presse mondiale est fort coûteuse, de même que des reportages spéciaux en cas de gros événements dont le lecteur doit être informé aussi rapidement que possible et complètement. Les agences sont en général subsidiées par les gouvernements.

9. Beaucoup de journaux africains indépendants ne peuvent faire face à leurs frais généraux qu'en employant leur matériel à d'autres travaux d'imprimerie, publications officielles, circulaires commerciales, affiches, etc.

10. Enfin, outre les écueils matériels que nous avons indiqués, il y en a un autre de toute première grandeur: pour faire de bons journaux, il faut de bons journalistes c'est-à-dire sachant écrire pour un journal (il ne faut pas confondre le journalisme avec la littérature, bien qu'il y ait des journalistes qui sont d'excellents écrivains). Il faut qu'ils soient initiés aux arcanes et aux règles d'un métier difficile, aux disciplines de la déontologie professionnelle, posséder un degré d'instruction suffisant, un bagage assez copieux de connaissances générales et particulières à leur milieu. Trop de jeunes Africains se sont improvisés journalistes sans avoir la préparation nécessaire. Au Congrès international de presse coloniale qui se tint à Bruxelles en 1951, la tendance s'était déjà manifestée en faveur de journaux complètement indépendants de toute collaboration européenne. Il apparaît qu'un revirement se produit. Des journalistes africains se rendent en Europe pour suivre les cours d'établissements d'enseignement supérieur, et faire des stages dans de grands journaux quotidiens. Nous devons les aider dans leur formation, provoquer des prises de contact avec des journalistes européens, élargir leurs horizons en les admettant dans des associations professionnelles, en les invitant à des congrès de presse. Dans ce domaine, de sérieux progrès ont été déjà réalisés.

De bons journalistes africains, conscients de leurs devoirs et de leurs responsabilités, pourront apporter une puissante contribution à l'essor politique, économique et social de l'Afrique, créer une efficiente coopération entre elle et l'Europe.

Il faudrait cependant que les directeurs de journaux soient convaincus de la nécessité de faire bonne place dans chaque numéro à des chroniques éducatives et culturelles.

Les chiffres et les proportions que nous avons repris dans le rapport N° 37 de l'UNESCO ne nous ont pas paru donner une idée assez précise de la situation de la Presse en Afrique.

Nous avons dressé un tableau montrant, en regard du nom des Etats africains, leur population totale, les endroits où paraissent des quotidiens et des périodiques, la population de ces localités, le nombre de journaux et de périodiques importants, autant que possible leur tirage et leur tendance.

Tâche assez laborieuse.

Nous avons puisé nos renseignements aux sources les plus sûres, dans des annuaires de réputation mondiale, dans des ambassades, à la bibliothèque royale, et ailleurs. Toutefois, nous devons faire des réserves sur les indications que nous donnons. Elles sont susceptibles d'une marge d'erreurs et d'omissions involontaires. Il est malaisé de se documenter actuellement sur le sujet que nous avons étudié. Dans plusieurs pays africains, le recensement est irrégulier, incomplet ou inexistant, pour la population globale comme pour celle des villes principales. Des pays ressemblent à des arbres: par suite de remous politiques, leurs feuilles... d'information poussent et tombent faute de ressources suffisantes, de collaborations ou bien encore sont frappées d'interdiction de paraître.

Quoi qu'il en soit, nous espérons que le travail accompli fournira une physionomie plus détaillée de la Presse africaine, de sa géographie, de son importance, de ses tendances et de sa distribution.

SITUATION ACTUELLE

A. Etats indépendants

ALGERIE (République)

10 450 000 hab. ALGER: 800 000 h. 3 quotidiens: *La Dépêche d'Algérie* (60 000 ex.), informations générales, en langue fran-

çaise; *Al Chaab* (30 000 ex.) F.L.N., 1 édition en français, 1 édition en arabe; *Alger Républicain* (25 000 ex.), communiste, en français. ORAN: 389 000 h. 1 quotidien: *L'Echo d'Oran* (35 000 ex.), en français, informations générales. En voie de parution *La République*, en lieu et place d'*Oran Républicain*. CONSTANTINE: 230 000 h. 1 quotidien: *La Dépêche de Constantine* (30 000 ex.), informations générales, en français. Paraissent en outre des hebdomadaires édités à ALGER sous le contrôle du F.L.N.: *El Moudjahid*, en arabe, tirage non connu; *Révolution africaine*, en français, tirage non connu; ainsi que quelques petites publications hebdomadaires locales irrégulières qui ont survécu, telle le *Réveil de Mascara*.

Une agence nationale d'information est en préparation (février 1963) sous le titre *Algérie-Presse Service*. Elle édite actuellement un bulletin d'*Information* qui est surtout un organe de propagande.

BURUNDI (Royaume)

Voir chapitre IV.

CAMEROUN (République Fédérale)

350 000 h. YAOUNDE: 58 000 h. *La Presse du Cameroun*, quotidien paraissant en français à Douala, tendance modérée (5 à 8 000 ex.). *Cameroon Times*, bi-hebdo, édité à VICTORIA, en anglais (5 à 6 000 ex.). *Cameroon's Champion*, d'opposition, bi-hebdo, publié en anglais à VICTORIA (5 000 ex.). *Bulletin quotidien d'information de l'agence camerounaise de Presse* (600 ex.). *L'Effort camerounais*, hebdo, catholique de langue française (5 à 6 000 ex.). *L'Unité*, organe hebdomadaire de l'Union camerounaise (2 500 ex.). *Le Courier du Benin*, sportif (2 000 ex.). 4 bi-mensuels: *La Semaine camerounaise* (1 500 ex.); *Le travailleur camerounais*, organe de l'Union des travailleurs croyants (2 000 ex.); *La Semaine syndicale*, organe de l'Union des Syndicats libres (900 ex.); *Le Cameroun Syndical*, organe de l'Union syndicale des travailleurs croyants (1 000 ex.).

CENTRE-AFRIQUE (République)

1 306 000 h. BANGUI: 100 000 h. Un quotidien ronéotypé: *La Presse d'aujourd'hui Bangui-Lasso* (400 ex.). 1 bulletin hebdomadaire du service gouvernemental d'information.

CONGO-BRAZZAVILLE (République)

865 000 h. BRAZZAVILLE: 140 000 h. 1 bulletin quotidien de l'agence congolaise d'information (330 ex.); 1 bulletin quotidien ronéotypé: *Le Petit Journal de Brazzaville* (450 ex.); *La Semaine Africaine*, journal hebdomadaire catholique imprimé à la Mission « L'Homme nouveau », organe officiel du parti U.D.D.I.A. gouvernemental (3 000 ex.).

1 journal quotidien: *Le Courrier d'Afrique*, imprimé à LÉOPOLDVILLE.

CONGO-LEOPOLDVILLE (République)

Voir chapitre IV.

COTE D'IVOIRE (République)

3 265 000 h. ABIDJAN: 180 000 h. *Abidjan Matin*, quotidien (Chaîne de Breteuil - 12 000 ex.); Bulletin quotidien de l'Agence ivoirienne de Presse (450 ex.); *Fraternité*, organe officiel du parti démocratique (R.D.A.) de la Côte d'Ivoire, imprimé à PARIS; *Ivoire Sprint* journal hebdomadaire sportif (5 000 ex.). 1 mensuel pour les jeunes: *Samba* (10 000 ex.).

DAHOMEY (République)

2 050 000 h. PORTO-Novo: 35 000 h. *Bulletin quotidien de l'agence dahoméenne d'information* (1 500 ex.); *La Semaine africaine et malgache*, hebdo de liaison de l'U.A.M., 15 000 ex.; *L'Aube nouvelle*, hebdo édité par le Service de l'Information (5 000 ex.); *Daho Sports*, hebdo. *La Croix du Dahomey*, mensuel catholique.

EGYPTE (République Arabe Unie)

27 065 000 h. LE CAIRE: 3 346 000 h. avec faubourgs. 7 quotidiens: *Al Akhbar*, *Al Abram*, *Bourse égyptienne* (20 000 ex.), *Egyptian Gazette*, *Le Journal d'Egypte* (15 000 ex.), *Phos*, *le Progrès égyptien*. ALEXANDRIE: 1 513 000 h. 5 quotidiens: *Barid el Sharikat*, *Al Bassir*, *Le Journal d'Alexandrie*, *Le Journal du Commerce et de la Marine*, *La Réforme*, *Tachydromos* (grec). Un hebdo: *La Réforme illustrée*. Un mensuel maltais. 44 périodiques.

ETHIOPIE (Empire)

21 millions d'habitants. ADDIS ABEBA: 450 000 h. 4 hebdomadiers, dont un en anglais, un en français, un en amharic: *Addis Zammam*, *Ethiopian Herald*, *L'Ethiopie d'aujourd'hui*, *Sander Alamachin*. Un trimestriel: *E.C.I.A. Ethiopian commercial, industrial and agricultural journal*. ASMARA: (ERYTHRÉE): 130 000 h. 3 quotidiens: *AL ZEMAN* (arabe), *Il quotidiano Eritreo* (italien), *Giornale dell'Eritrea* (italien). *Il Bollettino* (bimensuel italien). *Ethiopian Magazine* (mensuel).

GABON (République)

450 000 h. LIBREVILLE: 30 000 h. 1 hebdo: *L'Effort gabonais*, bulletin quotidien de l'Agence gabonaise de Presse (2 500 ex.).

GHANA (République)

6 726 000 h. ACCRA: 337 770 h. Presse entièrement africanisée. Bulletin ronéotypé biquotidien de la Ghana News Agency; *Daily Graphic*, quotidien, de la chaîne du *Daily Mirror* de Londres, tendance travailliste (80 000 ex.); le *Ghanaian Times*, quotidien officieux gouvernemental (50 000 ex.); *Evening News*, organe quotidien de la Convention People Party, gouvernemental, pratiquement édition du soir du *Ghanaian Times* (25 000 ex.); *Ashanti Pioneer*, édité à KOUAMASSI, capitale économique du Ghana, précédemment d'opposition devenu conformiste (20 000 ex.). 2 hebdomadiers: *Sunday Mirror*, édition du dimanche du *Daily Graphic* (50 000 ex.) et *Standard* de la Presse de la Mission catholique (50 000 ex.). 3 publications mensuelles.

GUINEE (République)

3 000 000 h. CONAKRY: 78 000 h. *Bulletin quotidien de l'agence guinéenne de Presse* (1 000 ex.) et le journal *Horoya*, organe du parti démocratique guinéen (gouvernemental), paraissant trois fois par semaine et en voie de devenir quotidien. Sont irréguliers: *Le travailleur de Guinée*, organe de la confédération nationale des travailleurs de Guinée (C.N.T.) et *La voix du Cameroun*, organe de l'U.P.C. (réfugiés camerounais) à CONAKRY.

HAUTE-VOLTA (République)

4 500 000 h. OUAGADOUGOU: 70 000 h. 1 bulletin quotidien du service gouvernemental d'information et de la Chambre de Commerce. 1 hebdo: *Carrefour africain*, gouvernemental.

LIBERIA (République)

2 500 000 h. MONROVIA: 60 000 h. 2 journaux: le *Listener*, trihebdomadaire et le *Liberian Age*, bihebdomadaire. Plusieurs périodiques.

LIBYE (Royaume)

1 216 000 h. TRIPOLI: 184 000 h. 3 quotidiens: *Corriere di Tripoli*, *Il Giornale de Tripoli* (italiens) et *Tarablus el Gharb* (arabe). Un hebdo: *Sunday Ghribbi*. BENGHAZI: (Cyranéique) 80 000 h: *Barca el Gerdeda* (trihebdomadaire). Plusieurs périodiques.

MADAGASCAR (République Malgache)

5 658 000 habitants. MADAGASCAR a une presse abondante: 17 quotidiens d'un tirage total de 60 000 exemplaires ne correspondant pas toutefois au chiffre de la population. 5 trihebdomadiers, et bihebdomadiers (environ 17 000 ex.), 48 hebdomadiers d'un tirage total de 200 000 ex., 60 mensuels (15 000 ex.). 17 trimestriels, 10 bimensuels, 2 semestriels, tirant environ 12 000 exemplaires.

Il existe dans la République Malgache une grande liberté d'expression. On trouve dans les publications opposées au gouvernement des articles d'une grande virulence.

Sur les 17 journaux quotidiens, tous imprimés à TANANARIVE (206 324 h.), 13 paraissent en malgache. Sont publiés en français: *Le Courier de Madagascar*, grand journal d'information qui a commencé sa publication en juin 1962 (10 000 ex.) et est soutenu par S.N.E.P.; *Les Nouvelles malgaches quotidiennes*, éditées par le Service de l'Information (1 750 ex.); *Le Bulletin de l'Agence malgache*, entreprise privée (200 ex.), revue de la presse quotidienne malgache; *Le Bulletin de l'Agence Madagascar Presse* (nationale), une trentaine de pages ronéotypées, 630 abonnés.

Paraisse en langue malgache: le *Imongo Vaovao*, fondé en 1952, de tendance communiste (6 000 ex.); *Basy Vava*, extrémiste de gauche (2 500 ex.); *Hita Sy Re*, anticolonialiste (1 800 ex.); *Matsilo*, tendance assez semblable; *Telonohorefy*, communisante, (1 500 ex.). Ces cinq journaux forment la chaîne extrémiste du parti de l'opposition A.K.F.M.

Le parti majoritaire ne possède qu'un seul journal quotidien *Madagasikara Mahaleotena* (5 000 ex.). Sont également quotidiens: *Ny Gaztsintsika*, assez objectif (1 500 ex.); *Mandroso*, nationaliste (3 000 ex.); *Maresaka*, opposition (3 000 ex.).

La presse hebdomadaire est nombreuse: *Fahaleovantenani Madagasikara*, organe officiel de l'opposition A.K.F.M.; *Ry Rariny*, paraissant depuis 25 ans, nationaliste extrémiste (4 000 ex.); *Madagasikara Sambatra*, neutraliste (5 000 ex.); *La République*, organe officiel du Parti démocrate, en français, gouvernemental (7 000 ex.); *Fandrosoana*, socialiste d'inspiration P.S.D., bilingue; *Ny Marina*, controverses politiques (un millier d'exemplaires); *Vaovao*, illustré, publié par le Service de l'Information du Gouvernement (25 000 ex.); *Areno*, action pour la République nouvelle, d'inspiration catholique (3 000 ex.); *Besinimaro*, information, d'intérêt général et partie littéraire (4 000 ex.); *Heby*, hebdomadaire satirique; *Madagasikara Rabamptiso*, de tendance gouvernementale, publicitaire et littéraire; *Ny Feon'i Madagasikara*, sans tendance politique marquée (1 000 ex.); *Takarwiva*,

jadis quotidien devenu hebdomadaire (a suspendu récemment sa parution); *Sariaka*, journal d'information de tendance gouvernementale (6 000 ex.) (hebdo). Autres hebdomadaires de langue française dont le tirage global ne dépasse pas 6 000 exemplaires: *Lumière*, hebdo, catholique, objectif et neutre, publié à FIANARANTSOA (37 702 h.) (4 000 ex.); *L'Aurore*, édité à MAJUNGA, nouvelles locales principalement (700 ex.); *France Madagascar*, informations générales, neutre (400 ex.). Hebdomadiers religieux ayant un assez fort tirage: *Fanasina*, organe des églises protestantes, sympathique à l'opposition A.K.F.M. (8 000 ex.); *Fanilo*, paraissant depuis 22 ans à FIANARANTSOA, édité par la mission catholique (4 000 ex.); *Lakroan'i Madagasikara*, journal hebdomadaire des catholiques d'expression malgache.

Les revues périodiques au nombre d'une centaine paraissent assez irrégulièrement: *La Revue de Madagascar*, trimestrielle, est éditée par le Service de l'Information (1 500 ex.); *Le Bulletin de Madagascar*, mensuel, études documentaires et économiques (1 600 ex.).

MALI (République)

4 300 000 h. BAMAKO: 150 000 h. 1 seul quotidien: *L'Essor de Bamako*, organe gouvernemental.

MAROC (Royaume)

12 180 000 h. RABAT: 225 000 h. *La Nation africaine* quotidien en français, tendance istiqlal, direction marocaine (50 000 à 60 000 ex.); *El Alam*, quotidien en arabe, tendance istiqlal, direction marocaine; *Les Phares*, hebdomadaire, tendance libéraux indépendants, direction marocaine; *La Voix du Maroc*, journal de la Radiodiffusion nationale. CASABLANCA: 966 000 h. 3 quotidiens de langue française: *Maroc Information*, tendance neutre, direction marocaine (50 000 à 60 000 ex.); *Le Petit Marocain*, tendance indéterminée, direction européenne (30 000 à 40 000 ex.); *La Vigie marocaine*, tendance indéterminée, direction européenne. Un quotidien en arabe *At Tahrir*, tendance union nationale des forces populaires, direction marocaine. 1 hebdo en français: *La Vie économique*, tendance neutre, direction marocaine. 1 hebdo en arabe: *El Destour (La Constitution)*, tendance

parti démocratique de l'Indépendance, direction marocaine.
Plusieurs publications périodiques.

MAURITANIE (République islamienne)

1 000 000 h. NOUACHOHOFF, en construction: 5 000 à 6 000 h.
1 hebdo: *Mauritanie nouvelle*, en français, imprimé à DAKAR (3 000 ex.). *Mauritania*, journal trimensuel en arabe, imprimé à St-Louis du Sénégal (2 000 ex.). *Journal officiel de la RIM* (500 ex.). *Bulletin mensuel des enseignants arabes*, ronéotypé (200 ex.).

NIGER (République)

3 100 000 h. NIAMEY: 30 000 h. 1 quotidien ronéotypé: *Le Temps du Niger* (1 050 ex.) et un hebdo: *Le Niger* (1 500 ex.). Le développement de la presse est envisagé.

NIGERIA (Fédération)

La presse de la Fédération du Nigéria (35 300 000 h.) est l'une des meilleures d'Afrique. Par sa bonne présentation, par l'abondance de ses informations et par sa liberté d'expression, elle peut être comparée à la presse européenne.

LAGOS, capitale de la Nigéria (364 000 habitants) a 8 quotidiens: *Nigerian Daily Times*, 135 000 ex., du groupe *Daily Mirror* de Londres; le *Daily Express*, du groupe Roy Thompson, du parti de l'opposition (110 000 ex.); *Action group*; le *Morning Post*, créé et contrôlé par le gouvernement (65 000 ex.); l'*Eastern Observer*; le *Middle Belt Herald*; le *Northern Star*; le *West African Pilot*, contrôlé par le N.C.N.C. (50 000 ex.); le *Cor Advocate*. Neuf hebdomadiers: *Akede Eko*; *Bornu People*; *Eleti Ope*; la *Federation of Nigeria Official Gazette*; *Trobin Toruba*; *Nigerian Statesman*; *Nigerian Sunday Times*; *Service et Sunday Express*.

ABA: 58 000 h. 1 quotidien: *Eastern States Express*.

ENUGU: 63 000 h. 1 hebdo: *Eastern Outlook* (gouvernemental).

IBADAN: 600 000 h. 2 quotidiens: *Southern Nigeria Defender* et *Nigerian Tribune* (Action Group). 1 hebdo: *Independent*.

KANO: 130 000 h. 2 quotidiens: *Daily Comet* et *Kano Daily Mail*.

ONITSHA: 77 000 h. 1 quotidien: *Nigerian Spokesman*.

PORT HARCOURT: 72 000 h. 2 quotidiens: *Eastern Nigeria Guardian* et *People*. 1 bihebdo: *Nigerian Observer*.

ZARIA: 54 000 h. 1 bihebdo: *Nigerian Citizen*. 1 hebdo: *Gaskiva ta fi Kwabo*. 1 mensuel: *Jakadiva*.

Signalons que les hebdomadaires dépendent des mêmes groupes que la presse quotidienne: *Sunday Times* (Cecil King) *Sunday Express* (Roy Thompson et Action group). Le mensuel *Drum* est largement répandu au Nigéria et au Ghana (capitaux anglais). Mensuels: *Everybody*, publié à LAGOS et *Service Magazine* (Action Group).

REPUBLIQUE D'AFRIQUE DU SUD

LA PROVINCE DU CAP, le TRANSVAAL, l'ETAT LIBRE D'ORANGE et le NATAL. Population totale: 15 983 000 habitants.

PROVINCE DU CAP

CAPETOWN: 731 484 h. 2 quotidiens en anglais *The Cape Argus* (95 000 ex.) et *The Cape Times* (68 500 ex.). 1 quotidien afrikaans: *Die Burger* (43 600 ex.). 3 hebdos afrikaans: *Die Landstem* (148.200 ex.), *Die Huisgenoot* (74 700 ex.) et *Die Landbouw weekblad* (43 700 ex.). 1 bimensuel afrikaans: *Sarie Marais* (68 500 ex.). 1 hebdo en anglais: *The Southern Cross* (16 800 ex.).

EAST LONDON: 114 584 h. 1 quotidien en anglais: *Daily despatch* (19 700 ex.).

KIMBERLEY: 77 180 h. 1 quotidien en anglais: *Diamond Field advertiser* (5 800 ex.).

PORT ELISABETH: 270 815 h. 2 quotidiens en anglais: *East Province Herald* (25 125 ex.) et *Evening Post* (21 600 ex.). 1 bihebdo afrikaans *Die Oosterlig* (10 200 ex.).

QUEENSTOWN: 33 126 h. 1 quotidien en anglais: *Daily representative*. 1 hebdo bilingue (anglais et afrikaans): *Queenstown Bulletin*.

TRANSVAAL

JOHANNESBOURG: 1 096 541 h. 2 quotidiens en anglais *The Star* (170 900 ex.) et *The Rand Daily Mail* (114 200 ex.). 2 quotidiens en afrikaans: *Die Vaderland* (47 500 ex) et *Die Transvaaler* (40 900 ex.). 1 quotidien bantu: *Golden City Post* (31 400 ex.). 5 hebdomadiens en anglais: *Golden City Post, S.A. Jewish Times* (7 500 ex.), *Sunday express* (150 000 ex.), *Sunday Times* (309 300 ex.) et *Zionist Record* (7 200 ex.). 3 hebdomadiens afrikaans: *Dagbreek en Sondagnuus* (123 500 ex.) *Suidafrikaanse Stem* (53 600 ex.) et *Die Brandweg* (105 900 ex.). 2 hebdomadiens bantu: *Drum* (82 900 ex.) et *Bona* (90 900 ex.).

PRETORIA: 415 989 h. 1 quotidien; *The Pretoria News* (18 100 ex.). 1 mensuel bilingue (anglais et afrikaans): *S.A. Panorama* (Department van Inligting).

ORANGE FREE STATE

BLOEMFONTEIN: 140 924 h. 1 quotidien en anglais: *The Friend* (10 200 ex.). 1 quotidien en afrikaans: *Die Volksblad* (27 800 ex.). 2 hebdomadiens en anglais *The People Weekly* et *The Farmer's Weekly* (45 500 ex.).

NATAL

DURBAN: 655 370 h. 2 quotidiens en anglais: *The Natal Daily News* (65 900 ex.) et *The Natal Mercury* (59 900 ex.). 1 hebdomadien en anglais: *The Sunday Tribune* (101 900 ex.).

PIETERMARITZBURG: 95 124 h. 1 quotidien en anglais: *The Natal Witness* (11 800 ex.).

N.B. les chiffres de population et du tirage des journaux sont ceux de 1959. Ils doivent, très probablement, être majorés.

RWANDA (République)

Voir chapitre IV.

SENEGAL (République)

3 100 000 h. DAKAR: 375 000 h. 3 quotidiens: *Dakar Matin*, journal de pure information (Chaîne de Breteuil) (21 000 ex.);

Bulletin quotidien de l'Agence sénégalaise de Presse; Bulletin quotidien de la Chambre de Commerce de DAKAR. 2 hebdomadaires: *Afrique nouvelle*, le plus ancien et le plus important, panafricain, d'expression française (20 000 ex.); *Revue de Presse de la Présidence du Conseil* (ronéotypé). A ST-Louis, un bulletin hebdomadaire. Plusieurs publications bimensuelles et mensuelles. La concurrence de journaux et de revues de l'étranger, grâce aux facilités de transport, freine le développement d'une grande presse locale.

SIERRA LEONE

2 500 000 h. FREETOWN: 125 000 h. Un grand quotidien anglais, le *Daily Mail*, inspiré du journal londonien portant le même titre (100 000 ex.); *African Vanguard*, bihebdomadaire d'un parti politique (25 000 ex.); *West African Star*, hebdomadaire, centré sur la coopération religieuse; à Bô, la plus grande ville de la brousse, l'hebdomadaire *Advance*; *Sierra Leonan*, bulletin hebdomadaire du service gouvernemental de l'information. Plusieurs mensuels.

SOMALIE (République)

2 050 000 h. MOGADISCO: 86 603 h. 1 quotidien (en italien).

SUDAN (République)

11 615 000 h. KHARTOUM: 93 000 h. 2 quotidiens: *Morning News* et *El Rai El Amm*. 1 hebdo: *Sunday News*. 1 mensuel: *Sudan Chamber of Commerce*.

TANGANYIKA (République)

9 238 000 h. DAR ES SALAAM: 140 000 h. 1 quotidien: *Tanganyika Standard*. 3 hebdos.

TCHAD (République)

2 700 000 h. FORT LAMY: 92 915 h. 1 mensuel mi-politique, mi-information, rédigé au Tchad et imprimé à PARIS (3 500 ex.).

TOGO (République)

1 500 000 h. LOME: 80 000 h. 1 quotidien *Togo Presse* (Denyigba, en langue ewe « Patrie ») en français et en ewe (6 000 ex.); *Bulletin hebdomadaire de Presse et d'information de l'assemblée nationale*; *Présence chrétienne*, hebdomadaire catholique. Revue bimensuelle *Togo information* (gouvernementale) et *Journal officiel* (bimensuel de la République Angolaise).

TUNISIE (République)

3 925 000 h. TUNIS: 747 967 h. Trois quotidiens de langue arabe: *Al Amal*, *Essabah*, *El Moryahid*. Trois quotidiens de langue française: *La Presse*, *Le Petit Matin*, *L'Action*. Un hebdo: *Jeune Afrique*. Un hebdo italien: *Il Corriere di Tunisi*.

Les journaux arabes ont un tirage de 8 à 14 000 exemplaires, ceux de langue française de 5 à 10 000 ex.

UGANDA

6 845 000 h. ENTEBBE: 5 800 h. 1 quotidien: *Munno*. 2 hebdos: *Uganda Gazette*, *Mweringa*. KAMPALA: 1 quotidien: *Uganda Argus*. 1 bihebdo: *African Pilot*.

B. Provinces portugaises d'Outre-Mer

ANGOLA, y compris l'enclave de CABINDA

4 833 000 h. LUANDA: 18 600 h. 4 quotidiens: *A Província de Angola* (15 000 ex.), *Diário de Luanda* (15 000 ex.), *O Comércio* (1 000 ex.), *ABC-diário de Angola* (4 500 à 5 500 ex.). LOBITO: 32 000 h. *O Lobito*, trihebdo (7 500 à 8 000 ex.). MOÇAMEDES. *O Namibe*, trihebdo.

Autres publications: *O apostolado*, bihebdo (LUANDA, 5 400 ex.); *O Planalte*, bihebdo (NOVA LISBOA, 3 000 ex.); *Jornal de Benguela* (BENGUELA); *O Intransigente* (BENGUELA, 2 000 ex.); *A Huila*, Bihebdo (SA DE BANDEIRA, 1 200 ex.); *Angola Norte*, hebdo (MALANGA, 2 500 ex.); *Jornal de Congo* (CARMONA, 10 000 ex.); *JORNAL ANGOLA DESPORTIVA*, hebdo

(LUANDA, 1 500 ex); *Jornal de Huila*, hebdo (SA DA BANDEIRA, 2 000 ex.); *Jornal de Angola*, bimensuel (LUANDA, 3 000 ex.); *O estudante*, mensuel (LUANDA, 800 à 1 000 ex.); *A luz da Verdade* (NOVA LISBOA, 1 000 ex.); *Em Frente*, mensuel (LUANDA, 2 000 ex.); *O Padrao*, mensuel (LUANDA); *Cultura*, mensuel (LUANDA); *Cultura e Desporte*, mensuel et *O Estandarte*, mensuel également à LUANDA; *Noticia*, hebdomadaire illustré (12 000 ex.); *Revista «Angola»*, bimensuel illustré (LUANDA); *Revista A.T.C.A. mensuelle* (LUANDA, 4 000 ex.); *Revista Médica de Angola* (LUANDA, 1 200 ex.); *Revista Arquivos de Angola* (LUANDA); *Gazeta dos Advogados da Relação de Luanda*, trimestrielle (500 ex.); *Gazeta agricola de Angola* (LUANDA, 2 500 ex.); *Boletin de «Motorista»*, mensuel (LUANDA, 1 500 ex.); *Boletin Eclesiastico de Angola e San Thomé*, trimestriel (800 ex.); *Boletin da Associação Industriel de Angola*, trimestriel (2 500 ex.); *Boletin do Instituto de Angola*, Semestriel (1 000 ex.); *Boletin da Associação Commercial de Luanda*, irrégulier (1 000 ex.).

CAP VERT (Iles du —)

202 000 h. PRAIA: 9 000 h. 1 hebdo: *O Arquipélago* (3 000 ex.). 1 mensuel: *Bulletim Cabo Verde* (1 200 ex.). MINDELO (St-Vincent): *Noticias de Cabo Verde* (300 à 400 ex.).

GUINEE PORTUGAISE

565 000 h. BISSAU 30 000 h. 1 quotidien: *O Arauto* (1 500 ex.); 2 mensuels: *Bolamense* (2 000 ex.) et *Bulletim da Associação Commercial, Industrial e Agrícola da Guiné* (1 000 ex.); trimestriel: *Bulletim cultural de Guiné Portuguesa* (1 000 ex.).

MADERE (Iles)

270 000 h. FUNCHAL: 282 678 h. 1 quotidien catholique: *Jornal of Madeira*. 2 hebdos: *Eco de Funchal* et *Commerce de Funchal*.

MOZAMBIQUE

6 600 000 h. LOURENZO MARQUES: 120 000 h. 5 quotidiens: *Diario de Lourenço Marques* (10 700 ex.); *Noticias* (20 000 ex.);

Noticias da Tarde (6 000 ex.); *Tribuna* (Tirage non indiqué); *Diario de Moçambique* (5 000 ex.).

Autres publications: *Oriente*, hebdo (6 800 ex.); *Renovação*, hebdo (2 000 ex.); *O Brado Africano*, hebdo (3 800 ex.); *A voz de Moçambique*, bimensuel (3 000 ex.); *Jornal dos Farmaceuticos do Ultramar* (250 ex.); *A voz de Zambesia*, hebdo (1 000 ex.); *O Domingo*, hebdo (1 000 ex.); *Mozambique ilustrado* (3 000 ex.); *Presença*; mensuel (1 500 ex.); *Revista Gargalhada*, hebdo (3 000 ex.); *A voz africana*, mensuel, (1 000 ex.); *Revista « Agricola »*, mensuel (2 000 ex.); *Revista « Elo »*, mensuel (1 500 ex.); *Revista « Actualidades »*, mensuel (500 ex.); *Revista « Radio Moçambique »*, mensuel (1 250 ex.); *Revista A.T.C.M.*, bimestriel (2 000 à 2 500 ex.); *Boletim de Grupo Desportivo I^o de Maio* (1 000 ex.); *Boletim « SNECI »*, trimestriel (3 000 ex.); *Boletim da Sociedade de Estudos de Moçambique*, trimestriel, (1 000 ex.).

BEIRA: 42 500 h. 1 quotidien: *Diario de Moçambique* (5 000 ex.); 1 hebdo: *O Domingo* (1 000 ex.); 1 bimensuel: *Moçambique Ilustrado* (3 000 ex.). QUELIMANE: *A voz de Zambesia*, hebdo (1 000 ex.).

SAO TOME E PRINCIPE (Iles)

2 hebdos: *A Vox de San Tomé* (600 ex.) et *O Dia do Senhor* (1 200 ex.). 1 trimestriel: *Luz do Evangelho* (1 000 ex.).

C. Colonies britanniques

BASUTOLAND

673 000 h. MADEROE: 6 000 h. Il n'y aurait aucune publication dans ce territoire.

GAMBIE

295 000 h. BATHURST: 30 000 h. 1 trihebdo: *Gambia News Bulletin*. 1 hebdo: *Gambia Echo*.

MAURICE (Île)

656 000 h. ST-LOUIS: 109 196 h. Journaux quotidiens: *Action* (français); *Advance* (français et anglais); *China Times* (Chinois); *China Daily News* (Chinois); *Le Cernéen* (français - conservateur); *Le Mauricien* (français); *Janata* (*Le Peuple*, bihebdo hindi); *J.O. Tribune ouvrière*, hebdo français; *Vie catholique* (religieux); *L'Epée* (français); *Mauritius Times* (français et anglais), également hebdomadaires.

SAINTE-HELENE (Île)

4 800 h. JAMESTOWN: 1 568 h. Aucune publication signalée.

SEYCHELLES (Îles)

42 000 h. VICTORIA: 11 000 h. *Government Bulletin*, quotidien en anglais; *Le Seychellois* (bihebdo, conservateur, français et anglais); *Echo des Iles* (catholique religieux, bimensuel).

D. Protectorats britanniques

BECHUANALAND

334 000 h. Siège temporaire législatif: LOBATSI. Il n'y aurait aucune publication dans ce territoire.

RHODESIE DU NORD

2 390 000 h. LUSAKA: 60 000 h. 1 trihebdomadaire, 2 hebdos.

RHODESIE DU SUD

3 030 000 h. SALISBURY: 190 000 h. 2 quotidiens: *Evening Standard* et *Rhodésia Herald*. BULAWAYO: 52 000 h. 1 quotidien: *Chronicle*; 1 hebdo: *Sunday News*. NDOLA: 1 quotidien: *Northern News*. UMTALI: 1 trihebdo: *Umtali Post*.

Des hebdos paraissent en outre à GWELE, GATOMA, LIVINGSTONE, LUSAKA, QUE QUE et SALISBURY.

SWAZILAND

277 000 h. MBABANE: 2 hebdos: *Izwi Lama Swazi* et *Times of Zwaziland*.

ZANZIBAR

305 000 h. ZANZIBAR: 170 000 h., PEMBA: 140 000 h. 1 quotidien: *Daily Adal Insaf*. 3 hebdos: *Mwangaza*, *Samachar* et *Zanzibar Voice*.

La *Zanzibar Government Official Gazette* est également hebdomadaire.

E. Provinces espagnoles**CANARIES (Iles)**

945 000 h.

LAS PALMAS: 196 405 h. 3 journaux: *Diario de Las Palmas*, *Falange* et *La Provincia*. SANTA CRUZ DE TENERIFE: 147 893 h. 2 journaux: *El dia* et *La Tarde*. SANTA CRUZ DE LAS PALMAS: 11 524 h. 1 journal: *Diario de Avisos*. Publications périodiques: Province de las Palmas: *Antena* (ARRECIFE DE LANZAROTE), hebdo sportif; *Atalaya canaria* (GUIA), bimestriel, d'enseignement professionnel; *Audiencia Publica* (LAS PALMAS), mensuel, questions juridiques; *Boletin Oficial* (LAS PALMAS), mensuel, questions syndicales; *Boletin Informativo del Union Desportivo* (LAS PALMAS), bimensuel sportif; *Canarias deportivo* (LAS PALMAS), sportif, mensuel; *Deportes* (LAS PALMAS), hebdomadaire sportif; *Canarias avicola* (LAS PALMAS), Aviculture; *Foro Canario* (LAS PALMAS), mensuel, questions juridiques; *Guinigada* (LAS PALMAS) hebdomadaire d'information locale; *Isla* (LAS PALMAS), trimestriel, tourisme; *Loyola* (LAS PALMAS), enseignement; *Mujeres en la Isla* (LAS PALMAS), mensuel, littérature féminine; *El mundo canario* (LAS PALMAS), trimestriel, art, littérature et histoire; *Roque-Nublo* (LAS PALMAS), hebdomadaire sportif; *Ruta Teldense* (TELDE), bimestriel, questions de travail: *Telde* (TELDE), mensuel, questions d'enseignement.

Périodiques de la Province de Santa Cruz de Tenerife: *Aire Libre* (TENERIFE), hebdomadaire sportif; *Acta medica de Tenerife*, questions médicales; *Boletin Informativo de la Camara Oficial de Comercio, Industria y Navegacion de la Provincia de Santa Crux de Tenerife*, mensuel; *Boletin Oficial del Obispado de Tenerife* (LA LAGUNA), religieux; *Boletin oficial de Provincia (SANTA CRUZ DE TENERIFE)*, trimestriel, administration provinciale et régionale; *Canarias* (OROTAVA), hebdomadaire d'information locale; *Gango* (TENERIFE), mensuel, art et littérature; *Consignia* (TENERIFE), bimensuel, questions d'éducation; *Escuela Azul* (TENERIFE), bimensuel éducatif; *Guion consultivo de la Agricultura comercio e Industria de Canarias* (TENERIFE) bimestriel; *Jornada deportiva* (TENERIFE), bimestriel, sports, *Mirador* (TENERIFE), bimensuel, tourisme; *Nosotros los Universitarios* (LA LAGUNA), mensuel, universitaire et écoles supérieures; *Revista de Historia* (LA LAGUNA), trimestriel, histoire et géographie; *Tenerife* (TENERIFE), hebdomadaire d'information locale; *Tenerife deportiva* (TENERIFE), hebdo, sports. *Viernes Deportivo* (TENERIFE), hebdo, sports.

F. Territoires espagnols d'Outre-Mer

FERNANDO PO

41 878 h. SANTA ISABEL: 10 000 h.

1 journal: *Ebano*.

RIO DE ORO (Sahara espagnol)

A notre connaissance il ne paraît aucune publication à CEUTA (73 000 h.), à MELILA (7 900 h.) dans la province espagnole d'IFNI (63 000 h.), Chef lieu SIDI IFNI (10 900 h.) et dans le Sahara espagnol (RIO DE ORO: 36 000 h.), SAGUI et HAMRA (VILLA CISNEROS et SMARA).

G. Territoires français d'Outre-Mer

COMORES (Îles)

187 000 h. DZAOUUDZI (Mayotte): 25 000 h.

Il n'existe aucune publication locale aux Iles Comores

REUNION (Île de la)

330 400 h. ST-DENIS: 91 900 h. 2 quotidiens: *Le Journal de l'Île de la Réunion*, le plus complet, tendance modérée (20 000 ex.); *Le Ballet*, catholique de tendance modérée (1 100 ex.). 4 bihebdomadaires: *Témoignages*, organe communiste (3 000 ex.); *La Démocratie*, organe de l'U.D.S.R. (1 500 ex.); *Le Progrès*, catholique modéré (1 500 ex.); *La Liberté*, organe socialiste S.F.I.O. (1 000 ex.). Deux hebdomadiers: *Dieu et Patrie*, organe de l'Evêché (4 000 ex.); *Le Cri du Peuple*, organe du parti M.R.P. (800 ex.).

SOMALIE FRANÇAISE

60 000 h. DJIBOUTI: 41 000 h. 1 hebdo: *Le Réveil de Djibouti* (1 300 exemplaires).

H. Territoires sans statut spécial

KENYA

7 130 000 h. NAIROBI: 300 000 h. 6 quotidiens: *Daily Chronicle*, *Daily Nation*, *East African Standard*, *Mwafrica*, *Taifa Empya*, *Taifa Leo*. 8 hebdomadiers, dont le journal officiel. MOMBASA: 56 000 h. 2 quotidiens: *Kenya Daily Mail* et *Mombasa Times*. NAKURU. 1 hebdo: *Kenya Weekly News*.

NYASALAND

2 800 000 h. BLANTYRE: 30 000 h. 1 tri hebdo: *Nyassaland Times*. ZOMBA: 10 000 h. 1 hebdo: *Msimbi*.

Le journal officiel du Nyassaland est hebdomadaire: *Nyassaland Government Gazette*.

SUD-OUEST AFRICAIN

572 000 h. WINDHOEK: 35 890 h. 2 quotidiens: *Algemeine Zeitung* et *Windhoek advertiser*. 2 bihebdos: *Die Suidwester* et *Die Suidwes Afrikander*.

IV. SITUATION DE LA PRESSE AU CONGO ET RWANDA-BURUNDI

A. Congo belge et Rwanda-Burundi, avril 1960

Bien que cela puisse paraître paradoxal, il nous a particulièrement été difficile de nous faire une idée précise de la situation actuelle des moyens d'information de la *République du Congo* (ex-Congo Belge) (14 350 000 h.).

Il en est de même pour le *Rwanda* et le *Burundi* (4800 000 h.).

D'après la brochure éditée en avril 1960 par le Commissariat général de l'information, il y avait à cette époque au Congo:

1. *Organes d'information générale*, officiels et autres, quotidiens et périodiques:

PROVINCE DE LÉOPOLDVILLE (principalement dans la capitale du Congo): 12 publications officielles, administratives et scientifiques. 2 quotidiens, 20 hebdomadaires et 3 bimensuels.

KIVU: 1 quotidien, 3 hebdos, 1 bimensuel, 1 trimestriel.

KASAI: 1 journal trihebdomadaire, 3 hebdos (dont 1 français-tshiluba), 3 bimensuels.

PROVINCE DE L'EQUATEUR: 1 bulletin officiel, 2 bimensuels (dont 1 français-lukundo), 3 mensuels (1 français et dialectes locaux, 1 français-lingala, 1 français-néerlandais).

PROVINCE ORIENTALE: 1 quotidien, 1 bihebdo (français); 1 bimensuel (lingala-swahili), 1 mensuel (swahili), 1 mensuel (français-wallon).

KATANGA: 2 quotidiens, 1 bihebdo (français), 3 hebdomadiers (dont 2 français-swahili et 1 français), 5 bimensuels (4 français et 1 français-swahili), 3 mensuels, dont 1 français-wallon.

Soit en tout 76 publications.

RWANDA-BURUNDI: 1 bulletin officiel, 1 bihebdo, 3 hebdomadiers, 1 bimensuel en swahili, 6 périodiques très irréguliers en swahili.

2. Publications professionnelles

PROVINCE DE LÉOPOLDVILLE: 13 (dont 8 français, 3 français-néerlandais, 1 français-néerlandais-portugais-lingala-kikongo-kyombe-tshilula-swahili-kinyarwanda-kirundi (Organe de la confédération des Syndicats chrétiens du Congo), 1 français-lingala-kikongo, 1 français-lingala, 1 français-kikongo).

PROVINCE DE L'EQUATEUR: 2 (français).

PROVINCE ORIENTALE: 4 (français).

PROVINCE DU KATANGA: 9 dont 1 en français-swahili et 8 en français.

PROVINCE DU KIVU: 3 (français).

RWANDA-BURUNDI: 2 (1 français, 1 français-néerlandais-anglais).

3. Publications techniques:

PROVINCE DE LÉOPOLDVILLE: 3; KATANGA: 2; KASAI: 1; KIVU: 1, toutes en français.

4. Publications religieuses

A) Catholiques:

PROVINCE DE LÉOPOLDVILLE: 11 en français, 1 français-néerlandais, 1 français-lingala, 3 kikongo, 1 kikongo-français, 3 lingala, 1 néerlandais.

PROVINCE DE L'EQUATEUR: 2 (1 ngbandi, 1 français-lingala).

PROVINCE ORIENTALE: 4 (1 français, 3 français-lingala).

KIVU: 5 (2 français, 1 swahili, 2 français-swahili).

KASAI: 7 (3 français, 1 tshiluba, 2 tshiluba-français-otetela).

KATANGA: 6 (2 français, 2 swahili, 1 français-swahili, 1 français-kibemba).

RWANDA-BURUNDI: 8, dont 4 kinyarwanda, 1 français-kirundi, 1 swahili, 1 kirundi, 1 français.

B) *Protestantes*

PROVINCE DE LÉOPOLDVILLE: 12, dont 3 anglais, 2 français, 1 swahili, 2 kikongo, 1 tshiluba, 1 français-kikongo, 1 lingala, 1 français- lingala.

PROVINCE DE L'EQUATEUR: 2 anglais.

PROVINCE ORIENTALE: 8, dont 4 swahili, 1 français, 1 anglais, 1 lingala, 1 lokele.

KIVU: 3 en swahili.

KASAI: 2 (1 tshiluba, 1 otetela-tshitetela).

KATANGA: 4 dont 1 anglais, 1 français, 1 kinyarwanda, 1 français-tshiluba.

RWANDA-BURUNDI: 2 en kirundi et kinyarwanda.

5. *Publications scolaires*

PROVINCE DE LÉOPOLDVILLE: 6, dont 5 français, 1 français-lingala-kikongo-tshiluba-swahili.

PROVINCE DE L'EQUATEUR: 4, dont 2 français, 1 français-lingala, 1 français-néerlandais.

PROVINCE ORIENTALE: 5, dont 4 français, 1 français-swahili-lingala.

KASAI: 4 (3 français, 1 français-néerlandais-anglais).

KIVU: 4 (2 français, 2 français-néerlandais).

KATANGA: 13 (12 français, 1 français-swahili).

RWANDA-BURUNDI: 2 (1 français, 1 français-néerlandais-anglais).

6. Publications culturelles

PROVINCE DE LÉOPOLDVILLE: 7, dont 3 français, 1 néerlandais, 1 français-néerlandais-lingala-kikongo-swahili, 1 français-néerlandais-anglais-allemand, 1 néerlandais.

PROVINCE DE L'EQUATEUR: 1 français et 1 néerlandais.

PROVINCE ORIENTALE: 1 néerlandais.

KIVU: 2 (1 français-néerlandais-anglais, 1 néerlandais).

KASAI: 2, dont 1 portugais et 1 néerlandais.

KATANGA: 10, dont 8 français, 1 français-néerlandais, 1 néerlandais.

RWANDA-BURUNDI: 1 néerlandais, 1 français-wallon.

7. Publications diverses

PROVINCE DE LÉOPOLDVILLE: 28, dont 19 français, 1 portugais, 1 français-lingala, 3 néerlandais, 2 kikongo, 1 kikungana, 1 français-néerlandais-lingala.

PROVINCE DE L'EQUATEUR: 3 français.

PROVINCE ORIENTALE: 3, dont 2 français, 1 français-swahili.

KIVU: 7, dont 6 français, 1 français-néerlandais.

KASAI: 2 (1 français, 1 tshiluba).

KATANGA: 13 (11 français, 1 français-néerlandais, 1 néerlandais, 1 français-wallon).

RWANDA-BURUNDI: 1 français-swahili.

Soit en tout quelque 360 publications diverses se répartissant comme suit:

a) *Au Congo*: 76 organes d'information générale, officielles et autres, quotidiens et périodiques, 37 publications professionnelles, 7 publications techniques, 65 publications religieuses catholiques, 31 protestantes, 36 publications scolaires, 25 culturelles, 56 publications diverses. Au total: 333 publications.

b) *Au Rwanda-Burundi*: 12 organes d'information officielles et autres, 2 publications professionnelles, 8 religieuses catholiques, 2 protestantes, 2 scolaires, 2 culturelles, 1 diverse. Soit 27 publications.

Assurément toutes les publications existant avant l'indépendance du Congo et des territoires sous tutelle étaient d'importance, de valeur, de périodicité très différentes, mais la plupart concourraient plus ou moins directement à la formation éducative et morale des populations de notre ancienne Colonie et du Rwanda-Burundi. Qu'en reste-t-il à présent? Il serait presque impossible de le dire. Il est pénible de constater que parallèlement aux pertes formidables en capitaux investis, fournis à titre d'assistance ou pour remettre de l'ordre dans la maison, les pertes dans le domaine intellectuel sont également énormes. Elles ne se situent pas seulement, hélas, en Afrique centrale mais aussi dans notre pays où nous voyons disparaître, et menacés dans leur existence, par suite d'un désintérêt coupable des pouvoirs publics, des publications et des organismes de documentation africaine dont la collaboration à cette œuvre éducative et morale est cependant fort appréciable.

La presse congolaise est devenue principalement, depuis l'indépendance, une presse politique combative. Pour LÉOPOLDVILLE dont la population a presque doublé (passant de 480 000 habitants en 1960 à environ 800 000 (actuellement), nous sommes assez bien renseignés.

Un article paru dans la revue *Etudes congolaises* (1) signale que la naissance d'une presse authentiquement autochtone coïncide, à quelques exceptions près, avec la lutte pour l'indépendance. La plupart des journaux furent créés durant l'année 1959. Ce fut le cas de *Notre Congo*, *Kongo Dieto*, *Indépendance*, *Emancipation*, *La Voix du Peuple*, *Congo* devenu *Liberté*, plus tard *Congo libre*.

Solidarité africaine et la *Nation congolaise* furent respectivement créés en 1959 et en 1960. *Présence congolaise* commença à paraître en 1956 comme bimensuel du *Courrier d'Afrique* dont il fut séparé en 1958.

Kongo dia Ngunga était l'hebdomadaire officieux de l'*Abako* rédigé principalement en kikongo jusqu'à la création de *Kongo Dieto*.

(1) C.R.I.S.P., 16, rue aux Laines, Bruxelles.

Kongo dia Ngunga publia entre autres le manifeste de l'*Abako* en 1956. L'hebdomadaire *Congo* fut fondé en 1957 par M. Philippe KANZA et M. EKATOU. Il fut supprimé la même année.

La plupart des journaux interrompirent leur parution après l'indépendance, certains définitivement tel la *Nation congolaise* (PUNA), *Indépendance* (M.N.C.L.) et *Liberté* (P.N.P.).

L'hebdomadaire *Congo*, dirigé par M. P. KANZA, devint quotidien du début du mois d'août 1960 jusqu'à la mi-septembre. Il était de tendance pro-gouvernementale. Il interrompit sa parution après l'installation du Collège des Commissaires généraux. *Présence congolaise* fut l'hebdomadaire le plus régulier. Il survécut à toutes les crises gouvernementales.

Le quotidien *Le Courier d'Afrique* fut fondé par les Syndicats chrétiens belges et est en liaison avec les organisations chrétiennes belges et le journal bruxellois démocrate-chrétien la *Cité*. Il est dirigé par un Africain, M. MAKOSO.

D'après la revue à laquelle nous empruntons ces renseignements, paraissaient encore en avril 1962 à Léopoldville *Actualités africaines* (hebdomadaire modéré), *le Kongolais* (mensuel conservateur, tendance autonomie mukongo), *Echo du Congo* (mensuel irrégulier de tendance semblable), *Fédération congolaise* (irrégulier, fédéraliste), *Mutsi Kongo* dont un numéro parut le 15-3-1962, conservateur, version en kikongo du *Kongolais*, tendance autonomie mukongo, *La Relève*, hebdo irrégulier, tendance gouvernementale unitaire, *Le vrai Congo*, hebdo modéré du Bloc de Léopoldville de la presse de la Province Orientale (fédéraliste). Pour de plus amples informations au sujet de la presse de Léopoldville nous renvoyons à l'article de la revue *Etudes africaines*.

A STANLEYVILLE, les deux journaux qui existaient jadis ont disparu (la population de Stanleyville était en 1960 de 80 000 habitants. Elle ne paraît pas avoir beaucoup augmenté). Un hebdomadaire en français et swahili y est publié: *Uhuru* (Indépendance). Il était question de la parution d'un quotidien en 1963.

B. République du Congo, Rwanda et Burundi

Actuellement à ELISABETHVILLE (180 000 hab. en 1960) paraissent deux journaux quotidiens *l'Essor du Katanga* et *l'Echo du Katanga*. Le Directeur de *l'Echo du Katanga* M. DE COSTER a été sur l'ordre de l'ONU expulsé du Congo où il était né et avait vécu pendant de nombreuses années. Les bureaux de *l'Essor du Katanga* ont été récemment saccagés par les Casques bleus. Périodiques: *Juma, Uhaki* (vérité), *La voix du Katanga*.

A LÉOPOLDVILLE, dont la population a considérablement augmenté depuis l'indépendance, sont édités deux journaux quotidiens: le *Progrès*, créé par le Gouvernement ADOULA et le *Courrier d'Afrique* qui existait depuis longtemps avant de passer sous une direction africaine, ce qui ne l'a pas empêché de manifester dans plusieurs circonstances une grande indépendance à l'égard du Gouvernement central. Aux dernières informations que nous avons pu recueillir, il y aurait encore à présent comme hebdomadaires: *Actualités africaines, Présence congolaise, Notre Kongo, Kongo Dieto et Eva*. Comme bimensuels: *Afrique réelle, Afro-Negro Magazine* et *Lokala Ya* (A.N.C.). Paraissent irrégulièrement: *Les Droits de l'Homme* et *l'Echo du Bas Congo*. On ne peut guère classer dans la catégorie des journaux des feuilles dont le tirage est très sporadique.

A noter également des revues éditées par les missions catholiques et protestantes dont l'hebdomadaire *Afrique chrétienne* paraît la principale.

A BUKAVU (40 000 h. en 1960) paraît un hebdo. A LULUA-BOURG, il n'y aurait plus aucune publication régulière.

A RWANDA et au BURUNDI, il n'y a pas grand-chose en dehors des publications officielles, alimentées par des agences de presse.

A USUMBURA, il y avait en 1958 42 000 h. Sa population a probablement diminué, tandis que celle de KIGALI serait en légère augmentation (en 1958: 4 800 h.). A signaler le bulletin hebdomadaire gouvernemental: *Inforburundi*.

D'autres publications, telle *la Revue juridique de droit coutumier* bat de l'aile et d'autres publications ne paraissent que très irrégulièrement.

Comme on peut en juger, les moyens d'information et d'éducation par la Presse sont en ce moment fort médiocres par rapport à leur population dans les Etats indépendants du Congo, du Rwanda et du Burundi.

On prête au gouvernement central du Congo le projet d'organiser une chaîne de journaux dans les provinces. Leur direction générale serait à LÉOPOLDVILLE.

V. AGENCES MONDIALES DE PRESSE ET CORRESPONDANTS ETRANGERS DE JOURNAUX AFRICAINS

Les agences mondiales d'information et les correspondants étrangers de journaux africains ont une tâche laborieuse. Ils doivent discerner les nouvelles qui peuvent intéresser leurs destinataires, leur donner éventuellement le résumé d'un article important paru dans un quotidien ou un périodique. Comme pour les correspondants de journaux étrangers résidant en Afrique, la règle doit être une scrupuleuse objectivité et une parfaite exactitude.

Si l'on peut dire que les moyens d'information par des journaux et des revues en Afrique sont encore fort limités, on ne peut soutenir que ce continent manque d'informations, car les agences de presse lui en fournissent abondamment et l'apport de la radio est considérable. Il n'empêche que des millions d'Africains demeurent ignorants de ce qui se passe dans le monde.

Les principales agences de presse en relations constantes avec l'Afrique sont: *France-Presse*, l'*Agence Reuter*, l'*Associated Press*, l'*United Press International* et l'*Agence Tass (U.R.S.S.)*. *France-Presse* a succédé à la plus ancienne agence de Presse *Havas Information*, fondée par Charles HAVAS à Paris en 1835. Elle est la

seule agence mondiale française, à côté des deux américaines (A.P. et U.P.I.) de l'anglaise (*Reuter*) et de la Russe (*Tass*).

France Presse a un centre de production et d'information dans 125 pays et territoires des divers continents. L'ampleur de ses services en Afrique est très vaste. Elle y transmet par téléphone, câble, multiplex et radio-téléscripeur des nouvelles collectées dans le monde entier. Elle les donne en français et en anglais partout en Afrique, sauf en Libye, au Soudan, en Egypte, dans les Rhodésies du Nord et du Sud, et au Nyassaland.

Elle a en Afrique 24 bureaux de réception et de production avec 37 journalistes du siège, et une cinquantaine de correspondants, la plupart journalistes professionnels (1).

A Paris, une quarantaine de journalistes (rédacteurs et reporters) traitent des questions africaines ou rédigent des informations à destination de l'Afrique. Ces services sont au nombre de quatre:

1. Un service de 25 000 à 30 000 mots par jour pour l'Algérie transmis par câble sous-marin à ALGER;
2. Un service par multiplex de 25 000 à 30 000 mots par jour pour Tunis et Rabat;
3. Un service en langue française pour les clients de l'agence en Afrique au Sud du Sahara et à Madagascar. Environ 25 000 mots quotidiens par radiotéléscripeur;
4. Enfin, un service de langue anglaise par radiotéléscripeur également, d'environ 22 000 mots chaque jour pour les pays anglophones au sud du Sahara.

C'est vraiment un spectacle impressionnant de voir au siège de l'Agence France Presse, au cœur de Paris, fonctionner de multiples appareils recevant des nouvelles de toutes les parties du monde et les transmettant à l'Afrique.

L'A.F.P. édite en outre à Paris des bulletins spécialisés:

(1) D'après l'article publié dans *Communautés et Continents* (41, rue de la Bienfaisance, Paris, N° 16, Nouvelle série, Octobre-décembre 1962), sous la signature de M. Serge SABATTIER directeur du département Afrique-*Outre-Mer* de l'Agence France Presse.

- Un bulletin quotidien d'Outre-mer traitant de l'Afrique et de l'Indochine ex-françaises, des Territoires et Départements d'Outre-Mer;
- Un bulletin hebdomadaire: *l'Afrique au Sud du Sahara*, qui vient compléter le bulletin quotidien d'Outre-Mer en nouvelles du reste de l'Afrique;
- Un bulletin bihebdomadaire en langue anglaise: *Africa South of the Sahara*, comprenant toutes les nouvelles africaines,
- Deux bulletins bimensuels: *Sahara* et les *Cahiers de l'Afrique occidentale et équatoriale*.

L'accession à l'indépendance de pays africains a opéré de nombreuses modifications dans la transmission et la production de nouvelles en Afrique.

Au printemps de 1959 s'est créée à DAKAR l'Agence de presse sénégalaise. D'autres agences nationales existent également en Guinée, Côte d'Ivoire, Tunisie, au Maroc, Mali, Dahomey, Cameroun, Gabon, Congo (Brazzaville) Congo (Léopoldville), à Madagascar. La Haute-Volta en possédera une prochainement. Une agence nationale a été fondée en République Centrafricaine, mais ne fonctionne pas encore faute de crédits.

Ces agences nationales ont été constituées sous forme d'Office d'Etat comme au Mali et en Guinée, ou bien elles ont adopté des statuts inspirés par ceux de l'A.F.P. appliqués aux conditions locales.

Dans ces statuts figurent à l'exemple de l'A.F.P. les obligations fondamentales concernant l'exactitude et l'objectivité de l'information et l'interdiction faite à l'agence de passer sous le contrôle de droit ou de fait d'un groupement idéologique, politique ou économique.

En plus d'un conseil d'administration, l'agence dispose parfois d'un conseil supérieur qui veille également à l'observance de ces obligations.

L'A.F.P. a cédé ses installations, son matériel et parfois ses locaux aux nouvelles agences nationales qui ont repris son personnel recruté localement, ce qui leur a permis, dès le premier jour, là où il existait comme à Dakar, Conakry, Abidjan,

Yaoundé, Libreville Brazzaville et Tananarive, de continuer sans interruption la publication du bulletin quotidien d'information.

Dans les centres les plus importants où l'A.F.P. avait installé un réseau de téléscripteurs, celui-ci a été repris et développé par l'Agence nationale, et les clients (Assemblée nationale, Ministères, Journaux, postes de radio-diffusion, Chambres de Commerce, etc.) reçoivent comme auparavant l'intégralité des services de l'A.F.P. émis de Paris et captés à ses frais par *France-Câbles*.

De nombreux stagiaires des agences nationales africaines et autres viennent se former à Paris avant d'occuper un emploi de rédacteur ou des fonctions de direction. Dans certains cas, l'A.F.P. met temporairement à la disposition de l'agence nationale un conseiller technique.

Une division du travail s'est opérée entre les agences mondiales et les agences nationales.

La mission capitale de l'agence nationale est de recueillir et de rédiger des informations en provenance de leurs territoires.

L'A.F.P., comme d'autres agences, est liée par contrat avec les agences nationales. Elle leur vend en exclusivité territoriale son service de nouvelles de l'étranger et leur achète d'autre part leur service d'informations locales.

L'action de l'A.F.P. est essentielle au sud du Sahara, dans le développement de l'information régionale. Comme généralement les agences nationales n'ont pas de correspondants dans les Etats africains voisins, c'est par le truchement des agences mondiales qu'elles sont informées des événements qui peuvent les intéresser. L'A.F.P. joue ainsi un rôle d'agence interafricaine des plus appréciable.

Les nouvelles régionales représentent environ 40 % des informations des services de l'A.F.P. desservant ses clients asiatiques et africains.

L'A.F.P. n'a plus sur le plan local la responsabilité du choix et de la présentation des nouvelles publiées dans les bulletins des agences nationales, principe tempéré toutefois par la fourniture directe de l'ensemble de son service téléscripté à un nombre limité de clients comme nous l'avons indiqué précédemment. L'agence

nationale reçoit les redevances de l'abonnement en tant que revendeur des services de l'A.F.P.

L'évolution dans les moyens d'information, conséquence de l'accès de pays africains à l'indépendance, a favorisé la concurrence en Afrique des agences anglaise et américaines dans la zone ancienne d'action exclusive de l'A.F.P., mais elle lui a permis d'étendre son rayonnement dans des territoires où précédemment d'autres agences — *Reuter* notamment — avaient un quasi-monopole d'influence. L'A.F.P. a ainsi pénétré depuis 1958 dans des pays anglophones. Elle vend son service général en anglais au Ministère de l'Information et au poste de Radiodiffusion de Sierra Leone, à la Direction de l'Information et à un poste de radiodiffusion au Liberia, à la radiodiffusion du Ghana, au Nigeria, à la radiodiffusion fédérale et à la chaîne de journaux gouvernementaux *Nigerian National Press*. En Union Sud-Africaine, à la *South African Broadcasting Corporation* et à l'un des principaux journaux de Johannesburg. En Afrique orientale de langue anglaise, à une chaîne de journaux, paraissant également en langues vernaculaires.

Elle compte également parmi ses clients le Ministère de l'Information de Somalie, la Garde impériale et les Ministères des affaires étrangères et de l'information à Addis Abéba, un poste de radiodiffusion et les cinq plus importants journaux de l'Afrique portugaise. Elle est l'unique fournisseur des postes de radiodiffusion de la R.T.F. aux Comores, à la Réunion, à la Côte française des Somalis. Elle a comme clients quatre quotidiens de la Réunion et de l'Ile Maurice.

Nous n'avons pas cru devoir exposer aussi complètement le rôle et le fonctionnement d'autres agences mondiales de Presse pour ne pas donner un trop long développement à notre étude.

Signalons cependant que l'Agence *Reuter* est en relations constantes avec les pays suivants auxquels elle fournit des informations et en reçoit: Sénégal, Côte d'Ivoire, Dahomey, Gabon, Maroc, Tunisie, Mali, Guinée, Egypte, Soudan, Nigéria, Kenya, Tanganyika, Uganda, Sierra Leone, Libéria, Union Sud-Africaine, Rhodésies du Nord et du Sud, Nyasaland, Zanzibar et Togo.

Elle ne dessert pas la Mauritanie, Madagascar, la République du Congo (Brazzaville) ni la République Centrafricaine.

Ses services fonctionnent en anglais et en français.

L'Agence américaine *United Press International* a des abonnés un peu partout en Afrique, sauf à Madagascar, au Tchad, au Cameroun et en République Centrafricaine.

Elle transmet ses informations en anglais et en français.

Un autre agence américaine *l'Associated Press* donne des nouvelles en français dans l'Afrique du Nord, au Maroc, en Algérie et en Tunisie. Elle fournit des actualités mondiales en anglais en Libye en Egypte, en Afrique du Sud, au Libéria et au Ghana.

L'Agence *Belga* qui auparavant avait des correspondants et toute une organisation au Congo et au Rwanda-Burundi les a cédés à l'Agence de Presse *Inbel*, bureau temporaire attaché à la Division « Relations extérieures » de l'Institut belge d'Information et de Documentation. Actuellement cette agence a des correspondants à Léopoldville, Elisabethville et New-York. Jusqu'au jour de l'indépendance du Burundi (1^{er} juillet 1962), elle avait un correspondant à Usumbura. Les dépêches en provenance de Léopoldville, Elisabethville et New-York sont diffusées dans la Presse belge par l'intermédiaire de l'Agence *Belga*. L'Agence *Inbel* fournit à Elisabethville les nouvelles belges et certaines dépêches en provenance de ses autres correspondants. Le volume de son trafic se chiffre pour le mois de décembre 1962 à 152 170 mots et ses dépêches sont régulièrement reprises par toute la presse belge.

Mentionnons encore parmi les agences européennes de Presse en rapport avec l'Afrique l'Agence communiste *Tass*, qui transmet en français et en anglais notamment au Ghana, en Guinée, au Mali, au Togo. L'Agence de la République de l'Allemagne fédérale, la *Deutsche Presse Agentur* (D.P.A.) de Hambourg, qui transmet en français pour l'Afrique francophone, les services africains de l'Agence italienne *ANSA*, l'Agence tchèque C.T.K. (PRAGUE), l'agence yougoslave *Tanyoub*, l'agence A.D.N de l'Allemagne de l'Est.

Une agence arabe du Moyen-Orient est en rapport avec l'Afrique et une agence chinoise (*Chine Nouvelle*) avec le Ghana, la Guinée, le Mali et Zanzibar.

Précisons que les agences africaines de Presse fonctionnant actuellement sont: *Tunis Afrique Press (T.A.P.)* *Algérie Presse Service*, *Maghreb Arab Press (Maroc)* *l'Agence de Presse sénégalaise*, *l'Agence d'information malienne*, *l'Agence Guinéenne de Presse*, *l'Agence Ivoirienne de Presse*, *l'Agence Dahoméenne de Presse*, *l'Agence Camerounienne de Presse*, *l'Agence Gabonaise de Presse*, *l'Agence Congolaise d'information (Brazzaville)*, *l'Agence Congolaise de Presse (Léopoldville)*, *l'Agence Madagascar Presse*, *la Ghana News Agency* et pour l'Union Sud-africaine et les deux Rhodésies, ainsi que le Nyassaland, la *SAPA (South African Press Association)*, société coopérative d'information.

L'UNESCO est très favorable à la création et au bon fonctionnement d'agences de presse africaines, qui seront en mesure de rechercher, de collecter et de transmettre des informations locales et nationales, dont elles pourront faire apport à des agences mondiales qui à leur tour, leur transmettront des nouvelles, contribuant ainsi très efficacement à de meilleures relations internationales.

A la Conférence internationale organisée par l'*Unesco* à Tunis en avril 1963 a été constituée une Association des Agences nationales africaines de Presse, dont plusieurs de création récente.

VI. LE CINÉMA

Si nous en jugions d'après la plupart des films européens et américains projetés chez nous, le cinéma ne pourrait guère exercer en Afrique une heureuse influence éducative. En effet trop de films pour avoir du succès doivent être à base de dévergondage, d'érotisme, de violences passionnelles, de mise en scène de crimes ou autres spectacles peu édifiants, qui contribuent à l'empoisonnement de la moralité publique. Ils ne constituent certes pas un article d'exportation souhaitable pour les Etats africains. Le cinéma pourrait cependant concourir à leur développement par des films d'actualités ou à fondement historique, par des docu-

mentaires en montrant par exemple la physionomie touristique, folklorique, économique et sociale de pays lointains, que les Africains n'auront probablement jamais l'occasion de visiter, par des films éducatifs, de vulgarisation, tous étant présentés avec des commentaires dans une langue compréhensible pour les spectateurs. De bons films amusants sans vulgarité ne devraient pas être négligés, car nous demandons aussi au cinéma de pouvoir nous distraire.

On peut espérer que l'Afrique ne sera pas victime de l'exploitation commerciale de mauvais instincts.

En collaboration avec des techniciens européens, le cinéma purement africain a déjà pris un certain essor. La République Arabe Unie produit 60 à 70 films de long métrage par an. Ils sont distribués dans la plupart des pays de langue arabe. La Tunisie et la République Sud-Africaine en réalisent également et une douzaine de pays produisent des bandes d'actualités, d'information et documentaires de court métrage. D'autres vont entrer dans le même voie. Mais il semble qu'aucun n'ait mis au point un programme national et rationnel d'éducation par le film.

Le cinéma est en général organisé par les pouvoirs publics. Dans certains pays, il est adapté à la formation scolaire. En ce domaine, il peut jouer un rôle considérable (procédé audiovisuel).

La distribution des films rencontre, comme celle des journaux, de sérieuses difficultés dans les régions rurales. Malgré l'emploi de ciné-bus, des millions d'Africains n'ont jamais assisté à la projection d'un film.

Bien organisé, disposant de techniciens et de matériel suffisant, le cinéma africain pourra faire connaître aux autochtones les différents aspects de leur propre pays et ceux d'autres Etats africains, avec lesquels des accords de production et d'échanges de films devraient être conclus.

VII. LA TELEVISION

Bien qu'elle soit encore à ses débuts en Afrique et ne présente en somme dans les autres continents qu'une valeur éducative assez médiocre, des gouvernements africains fondent de grandes espérances sur l'action que la télévision pourrait exercer comme auxiliaire de l'enseignement scolaire et professionnel. Tâche laborieuse et coûteuse. Le rapport de l'UNESCO signale qu'il existe actuellement des émissions radio-visuelles régulières au Maroc, en Algérie, en Nigéria, dans la République Arabe Unie, dans la Fédération des Rhodésies-Nyassaland, et dans la République Sud-africaine. Il est regrettable que la T.V. comme la radio soit trop souvent mise au service de la propagande politique.

Les Gouvernements du Cameroun, du Congo (Brazzaville) du Congo (Léopoldville) de la Côte d'Ivoire, du Dahomey, de l'Ethiopie, du Ghana, du Libéria, de la République Centrafricaine, du Sénégal, du Soudan, du Tanganyika, du Togo et de Tunisie envisagent l'installation de la T.V. dans leurs pays éventuellement avec le concours de réseaux européens dont bénéficient déjà certains pays de l'Afrique du Nord en attendant que des relais puissent être établis par l'intermédiaire de satellites spatiaux avec l'Amérique de Nord et ailleurs.

Mais que vaudront ces images si elles ne sont pas expliquées en langues vernaculaires? N'oublions pas qu'il y a quelque 800 dialectes africains.

VIII. LA RADIO

D'une façon générale, — le degré de développement des Etats est très variable — la radio paraît être, dans les circonstances présentes, le meilleur moyen d'information de l'Afrique, car elle peut atteindre des populations que le journal, le périodique ou la T.V. ne touche pas. Si l'installation de stations d'émission nécessite une dépense fort élevée, les appareils de réception (tran-

sistors notamment) sont peu coûteux et peuvent être employés collectivement.

Aussi la radio a-t-elle pris déjà en Afrique une extension considérable. On en jugera d'après le tableau que nous avons établi pour une cinquantaine de pays.

1. *En Algérie:* Des stations d'émission en français, en arabe et en Kabyl existent à ALGER, CONSTANTINE, ORAN, MICHELET-TEVEN, BÔNE et BOUGIE (1).

Dans le Sahara, en français et en Arabe à COLOMB-BECHAR, TOGGOURT et LAGHOUAT.

2. *Dans l'Angola:* A LUANDA, Benguela, BIÉ, CABINDA, DUNDO, CARMONA, Novo REDONDO et LOBITO.

Une station officielle fonctionne à LUANDA. Quatorze stations sont dues à l'initiative privée.

3. *Dans le Bechuanaland:* Une station gouvernementale à MAFEKING.

4. *Dans la République du Cameroun:* Trois stations gouvernementales à YAOUNDE, à DOUALA et à GAROUA, émissions en français et en anglais, en foulfoudé et haoussa.

5. *Aux Iles Canaries:* Cinq stations à LAS PALMAS et à TENERIFE.

6. *Aux Iles du Cap Vert:* Trois stations à PRAIA et ST-VINCENT.

7. *Dans la République Centrafricaine:* Une station à BANGUI. Emissions en français et en langues vernaculaires.

8. *Dans les Iles Comores:* Une station à DRAOUDZI (Île Mayotte). Emissions en français et en camorien. (R.T.F.)

9. *Dans la République du Congo (Brazzaville):* Deux stations. Emissions en français.

10. *Dans la République du Congo (Léopoldville):*

Une station nationale à LÉOPOLDVILLE (KALINA) Emissions en français et dans d'autres langues étrangères et vernaculaires. Six

(1) En Algérie les services de la Radio-Télévision française sont devenus services algériens *Radio Alger* notamment (anciennement *France V*). Un accord pour la radio-télévision a été conclu récemment. La France apporte son aide et son assistance en personnel et en matériel.

autres stations émettrices gouvernementales à COQUILHATVILLE, STANLEYVILLE, BUKAVU, LULUABOURG, ÉLISABETHVILLE et BAKWANGA. Deux postes privés aux collèges catholiques de LÉOPOLDVILLE et d'ÉLISABETHVILLE.

Nous donnerons plus loin des informations complémentaires sur les émissions de ces stations (voir chapitre IX).

11. *Dans la République du Dahomey:* Une station à Cotonou. Emissions en français et langues vernaculaires, fon, yorouba, bariba, dendé et mina.

12. *Dans la République arabe unie (Egypte):*

Radio contrôlée par le Gouvernement. Très nombreuses émissions. En service intérieur: Main Arabic Progrs. Voice of Arabica. Sudanese Progrs. Second Progrs (Culturel). Langues étrangères. Progrs (service local) en français, allemand, grec et italien.

En service extérieur: pour le Sud et Sud-Est de l'Asie: en anglais et en urdu. Pour l'Afrique centrale et orientale, en amharic, lingala, soudanais, somali, nianga et anglais.

Pour l'Afrique de l'ouest, en anglais, haoussa, français et foulani.

Pour le Moyen Orient, en persan, kurdish et turc.

Pour l'Europe, en français, anglais, allemand, italien et arabe.

En portugais pour le Brésil, en espagnol pour l'Amérique du Sud.

En arabe pour les deux Amériques. Pour l'Israël, en hébreu.

13. *En Ethiopie:* Une station gouvernementale à ADDIS ABEBA. Emissions en amharic, arabe, anglais et somali, une autre luthérienne dans la même ville.

14. *Dans la République du Gabon:* Une station gouvernementale à LIBREVILLE.

15. *Au Ghana:* Une station gouvernementale à ACCRA. Diverses émissions spéciales à destination de plusieurs pays africains, Congo compris et de l'Europe. En arabe, français, haoussa, portugais et swahili.

16. *République de Guinée:* Une station gouvernementale à CONAKRY. Emissions en français, langues vernaculaires, anglais,

créole-anglais, portugais, créole-portugais, onolof, bambara, mendjakece et arabe.

17. *En Guinée portugaise*: Une station gouvernementale à BISSAU. Emissions en portugais.

18. *En Guinée espagnole*: Une station à SANTA ISABEL (Fernando Po), à BAIA (Rio Muni) toutes deux gouvernementales, émissions en espagnol, pamia, bubi, effic, ibo, annobonesa. Une troisième station privée à COLATRAVA (Rio Muni).

19. *République de la Côte d'Ivoire*: Une station gouvernementale à ABIDJAN. Emissions en français, mossi, sénoufo, dioua, ébrié, bété, baoulé et anglais.

20. *Au Kenya*: Une station gouvernementale à NAIROBI, émissions nationales en langues africaines et autres, anglais, swahili, yujerati, kikuyu, kamba, régionales, et pour Asiates; hindoustani, arabe, à MOMBASA pour la Côte, et à KISUMU pour le Kenya occidental.

21. *Au Libéria*: Une station gouvernementale à MONROVIA, émissions en anglais et dialectes africains. Une station religieuse (ELWA). Emissions en anglais, en français, portugais, arabe, amharic, kikongo, lingala, yomba, hausa, swahili, pour l'Afrique occidentale et centrale.

22. *Libye*: Une station gouvernementale à TRIPOLI. Emissions en arabe. Stations d'émissions pour les Forces anglaises et américaines.

23. *République malgache*: Une station gouvernementale à TANANARIVE. Emissions en malgache et en français.

24. *Iles Madère*: Une station gouvernementale portugaise et deux stations privées à FUNCHAL.

25. *République du Mali*: Une station gouvernementale à BAMAKO. Emissions en français, bambara, peuhl, sonraie, sarakolé, ouoloff et tamachek.

26. *République de Mauritanie*: Une station gouvernementale à ST-Louis. Emissions en français, arabe, sarakolé, toucouleur et hassania.

27. *Ile Maurice*: Une station gouvernementale à CUREPIPE. Emissions en anglais, français, hindoustani, chinois et créole.

28. *Royaume du Maroc*: Une station gouvernementale à RABAT. Premier réseau: Stations de SEBAA-AIOUN, CASABLANCA, OUJDA (arabe). Second réseau: SEBAA-AIOUN, CASABLANCA (français, espagnol, anglais). Troisième réseau: RABAT, CASABLANCA, TÉTOUAN (berbère). Emissions pour l'étranger en arabe, français, anglais. Emissions spéciales pour l'Orient à TANGER (arabe et français). Emissions: La Voix de l'Amérique à TANGER.

29. *Mozambique*: Une station privée à LOURENZO MARQUÈS. Emissions en portugais, français et langues africaines. Branches à NAMPULA, QUELIMANE et PORTO AMELIA. Station de l'Aéro-Club de BEIRA. Station des R.P. Franciscains, Radio Pax à BEIRA.

30. *République du Niger*: Une station gouvernementale à NIAMEY. Emissions en français et langues vernaculaires (peuhl, tamachek, bérabéri, djerma et haoussa).

31. *Fédération du Nigéria*: Une station gouvernementale à LAGOS. Programme national. Programme régional Ouest: Station d'IBADAN. Programme régional Est: station d'ENUGU. Programme régional Nord: station de KADUNÄ (anglais et langues vernaculaires). YORUBA: hausa et ibo.

Western Nigeria Radiovision Ltd à IBADAN. Deux stations commerciales à IBADAN et ENUGU.

32. *Réunion*: Une station à ST-DENIS. Emissions en français.

33. *Fédération des Rhodésies et du Nyassaland*: Organisation indépendante établie par acte du Parlement fédéral. 10 stations: à SALISBURY, BULAWAYO, QUE QUE, GATOOMA, LUSAKA, KITWE, UMTALI, GWELO et ZOMBA. Emissions en anglais, chibemba, chishona, chinyanja, silozi, sindebele, chitonga, chilunda, luvale, chitumbuka.

34. *Rwanda et Burundi*: 3 stations gouvernementales, 2 à USUMBURA et 1 à KIGALI. Emissions en français, kirundi et kinyarwanda.

35. *San Thomé et Principe*: Une station privée à SAN THOMÉ. Emissions en portugais.

36. *République du Sénégal*: Une station gouvernementale à DAKAR. Emissions en français, portugais, arabe et langues vernaculaires.

culaires, peulh, ouoloff, sérère, diola, toucouleur, manding.
Emissions pour l'Europe.

37. *Iles Seychelles*: Une station gouvernementale à VICTORIA.
Emissions en français, anglais et créole.

38. *Sierra Leone*: Une station gouvernementale à FREETOWN.
Emissions en anglais, mende, temne et krio.

39. *République des Somalis*: Deux stations gouvernementales,
à MOGADISCHIO et à HARGEISA. Emissions en somali, italien, arabe
et anglais.

40. *Somaliland (français)*: Une station de la R.T.F. à
DJIBOUTI. Emissions en français, anglais, langues vernaculaires,
somali, afar, arabe et amharic.

41. *République Sud-Africaine*: African Broadcasting Corporation,
organisme indépendant. Stations nationales, ondes médiun.
A JOHANNESBOURG (*West Rand et East Rand*), PRÉTORIA,
BLOEMFONTEIN, KIMBERLEY, GRAHAMSTOWN, PORT ELISABETH
EAST LONDON, CAPETOWN, DURBAN, PIETERMARITZBURG,
PIETERSBURG, émissions en anglais et afrikaans. A PARADYS, près
de BLOEMFONTEIN, émissions sur ondes courtes. Emissions pour
l'Afrique et émissions internationales. South-Africa-Uganda:
une station émissions en anglais et africaans.

42. *Soudan*: Une station gouvernementale à OMDURMAN.
Emissions en arabe et en anglais.

43. *Tanganyika*: Une station commerciale sous licence gou-
vernemmentale à DAR ES SALAAM. Emissions en anglais et en
swahili. Pour l'Asie, en gujerati et en hindoustani.

44. *République du Tchad*: Une station gouvernementale à
FORT LAMY. Emissions en français, arabe et sara.

45. *République du Togo*: Une station gouvernementale à
LOMÉ. Emissions en français, anglais, langues vernaculaires: ewé,
cotocolis, haoussa, moba, bassari et kabré.

46. *Tunisie*: Une station gouvernementale à TUNIS. Emission
nationale en arabe; émissions en service intérieur et extérieur,
en français et en arabe.

47. *Uganda*: Une station gouvernementale à KAMPALA. Emissions en anglais, luganda, iwo, ateso, runyoro, rutoro, lugbara, runyankora, rubiga et hindoustani.

48. *République de la Haute Volta*: Une station gouvernementale à OUAGADOUGOU, émissions en français et langues vernaculaires, peuhl, mossi, dioula, gourounsi, gourmantché et lobi.

49. *Zanzibar*: Une station gouvernementale. Emissions en swahili, arabe et urdu.

Les stations africaines de Radio sont alimentées en informations par de puissantes stations étrangères soit en direct, soit en relais, soit encore par l'envoi de programmes en bandes sonores.

Le pays de la communauté française ont la R.T.F. qui 18 h par jour dessert 22 émetteurs africains en français, et pour l'Afrique du Nord en arabe et en Kabyl. Un autre organisme français l'O.C.O.R.A. (Office de coopération radiophonique) précédemment SORAFOM (Société radiophonique de la France d'Outre-Mer) leur fournit le matériel technique et des informations, équipe leurs studios, le budget de la République française supportant la plus grosse partie des dépenses.

Signalons encore parmi les plus importantes stations d'émission étrangères: la *British Broadcasting* (B.B.C.) qui émet en anglais, en arabe, en swahili et autres langues vernaculaires.

La *Radio de la République fédérale allemande* (COLOGNE) qui émet en allemand, en arabe et autres langues africaines.

La *Radio Nederland Wereldomroep*, qui émet en néerlandais, afrikaans, arabe, anglais, espagnol, indonésien.

La *Radio Vatican* émissions en italien, swahili, abyssin et arabe.

Radio-Varsovie a commencé un nouveau service d'émission en langue française destiné à l'Afrique occidentale, programme intitulé « Pologne-Afrique », qui a pour but de répondre aux auditeurs africains sur des questions telles que l'opinion polonaise sur l'anti-colonialisme, l'aide polonaise à l'Afrique, etc.

Radio-Berlin Est a ouvert un cours d'allemand pour les auditeurs arabes.

Radio-Moscou fait des émissions en langues vernaculaires et aussi en italien pour la Somalie.

Généralement les émissions des stations africaines dans les langues locales, ont trait indépendamment des informations, à des questions d'intérêt pratique, éducation civique, travaux ménagers, folklore, géographie de l'Afrique, agriculture, hygiène, puériculture, assistance sociale, etc. Il serait hautement désirable qu'elles donnent la prédominance à de telles matières.

Les programmes comportent donc des émissions culturelles, éducatives et techniques.

Les problèmes de la jeunesse font l'objet de l'attention particulière de certaines stations de radio qui visent à la formation de cadres d'évolués.

La radio est d'autant plus un instrument capital de culture qu'elle s'appuie sur la tradition orale séculaire des populations africaines en forte majorité illettrée. Au Cameroun, au Tchad, et à la Côte d'Ivoire, les méthodes TERRISSE, et surtout CHICOT MEYER ont servi à de curieuses expériences d'enseignement. Des cours d'une heure sont diffusés trois fois par semaine. En six mois les élèves doivent connaître 800 mots de langue française, savoir lire, compter et écrire.

IX. LA RADIO-TELEVISION BELGE ET L'AFRIQUE

Il nous est particulièrement agréable de pouvoir noter la contribution importante apportée par la Belgique en radiophonie, au Congo, au Rwanda, au Burundi et à d'autres pays d'Outre-Mer.

Jusqu'à la proclamation de l'Indépendance, la Belgique disposait à Léopoldville de deux émetteurs de 50 kW diffusant l'un des programmes en français et en néerlandais pour le public européen, l'autre des programmes en français et dans quatre langues vernaculaires, pour les africains.

Radio-Télévision belge (R.T.B.) bornait son assistance à l'émetteur « européen » de Radio Congo belge. Les responsables de

l'émetteur « africain » pouvant se procurer ou produire sur place les éléments culturels nécessaires à la programmation des émissions pour les auditeurs africains.

La crise de juillet 1960 provoquant le départ des spécialistes européens réduisit à néant toute l'action projetée, sous l'autorité du Gouvernement congolais afin de développer la radiodiffusion dans le pays en ayant comme objectif l'éducation et le divertissement des masses.

En juillet 1961, la R.T.B. prit l'initiative de s'adresser sur ondes courtes aux habitants de la République du Congo pour leur fournir des informations complètes et objectives, non seulement en français mais aussi dans les quatre langues vernaculaires principales.

En mai 1962, un accord négocié à Léopoldville a permis de mettre en œuvre un plan d'assistance technique et culturelle pour les territoires placés précédemment sous l'autorité belge (Congo, Rwanda, Burundi) sans négliger les autres pays d'outre-mer de langue française.

Actuellement les émissions mondiales de la R.T.B. comprennent en ondes courtes et en direct, chaque jour de 11 à 13 h des bulletins d'information, en français, néerlandais, kiswahili, tshiluba, lingala et kikongo. De 17 h 15 à 18 h 45 un programme en swahili et en tshiluba. De 18 h 45 à 19 h 30 un programme en français. De 19 h 30 à 21 h un programme en lingala et kikongo, de 21 h à 22 h un programme en anglais (les heures indiquées sont celles de Léopoldville).

Chaque samedi de 14 h 30 à 17 h un programme culturel et de variétés en langues africaines. Chaque dimanche: aux mêmes heures, un programme sportif et de variétés en français et en langues africaines.

La partie parlée de ces programmes consiste essentiellement en bulletins d'information objectifs.

Les émissions mondiales belges ont obtenu un réel succès.

Des auditeurs africains adressent annuellement à Bruxelles 30 à 40 000 lettres, comme suite à l'émission appelée sur antenne « Entre amis » qui se veut tout à fait objective, dégagée de tendance néo-colonialiste ou paternaliste.

Elle met en valeur les avantages d'une collaboration entre la communauté européenne et le continent africain.

Des chroniques diverses et des actualités sont données sur des sujets gravitant autour des mêmes thèmes.

D'accord avec les responsables de la Radiodiffusion congolaise, la R.T.B. a entamé la production d'une série de programmes éducatifs parmi lesquels « le français par la radio » et une « initiation à la musique ».

D'autres programmes didactiques sont à l'étude.

En indirect, l'action de la R.T.B. consiste dans la prise en relais deux fois par jour par Radio Rwanda à Kigali et par Radio Burundi à Usumbura de bulletins d'information en français. Ces relais datent de l'époque de la tutelle belge. Il est probable qu'ils continuent encore un certain temps en attendant que ces stations puissent organiser leurs propres services rédactionnels.

Sur la base des négociations menées à Léopoldville, les émissions mondiales belges se sont mises d'accord avec la Radiodiffusion congolaise pour lui fournir pour diffusion sur son programme français des enregistrements de variétés musicales spécialement réalisés à leur intention et la transcription de divers programmes musicaux émis sur les antennes des émissions nationales belges. Pour tout réseau de radiodiffusion congolais l'enregistrement de programmes didactifs et éducatifs qui seront diffusés à bref délai sur ondes courtes.

Dans le Rwanda et le Burundi, les responsables de RADIO KIGALI ont insisté pour que les programmes belges sur leurs antennes gardent une place prépondérante vis-à-vis de toute autre contribution étrangère.

La R.T.B. continue à expédier un très grand nombre de programmes à Radio Usumbura.

La situation dans les anciens territoires français d'Afrique est semblable à celle qui a existé au Liban au moment où la France a demandé à la R.T.B. de participer aux programmes français qui étaient diffusés par la Radio de Beyrouth; formule qui permet à la R.T.B., le cas échéant, de se substituer à l'action française directe en y représentant les mêmes intérêts culturels.

Les services internationaux de la R.T.B. ont des contacts avec certaines stations de radiodiffusion de pays d'outre-mer de langue française, dans le cadre d'un simple échange de programmes. C'est le cas notamment de la Côte d'Ivoire. Il est cependant probable que cette intervention restera occasionnelle en raison de l'action importante d'un puissant organisme spécialisé tel que l'OCORA.

En relation avec les stages organisés périodiquement par le Ministère belge de l'Assistance technique au bénéfice des cadres congolais, la R.T.B. contribue depuis deux ans à la formation de stagiaires venant des services d'information de la République du Congo. Il y en avait 6 en 1962 à Bruxelles. Elle agit de même pour les étudiants congolais dont les études spécialisées en matière de technique de radiodiffusion prévoient un stage final qui leur permette de se perfectionner dans les disciplines de la radio et de la télévision.

Ajoutons enfin que la R.T.B. est en rapport avec la *South Africa Broadcasting* (anglais) et la *Suid Afrikaanse Uitsaakorporasie* (Afrikaans) de l'Afrique du Sud, avec le *Radio Club* de l'Angola et avec celui de BENGUELA, avec la *Radio Côte d'Ivoire* à ABIDJAN, la *Radio de Mozambique* à Lourenço Marquès, avec la *Nigerian Broadcasting Corporation*, avec la *Radiodiffusion tunisienne* avec la *Radio Nationale du Tanganyika* (T.B.C.) etc.

X. CONCLUSIONS

Comme le faisait remarquer M. René MAHEU, directeur général de l'UNESCO dans l'excellent discours qu'il prononça à l'ouverture de la Biennale de l'Information à EVIAN en juin 1962,

« les moyens d'information actuels ont un prodigieux pouvoir de diffusion. Ce sont au vrai sens du terme des *mass media*. La révolution que la presse moderne, le cinéma, la radio, la télévision ont introduite dans la société est donc avant tout quantitative. Pour la presse, la télé-impression et la télé-typographie rendent possible la divulgation simultanée en des points très éloignés les uns des autres, d'articles, voire de journaux

entiers. Pour la radio et la télévision les satellites de demain permettront des transmissions couvrant d'énormes distances (...). Au moment où les nécessités de la technologie et les impératifs d'un formidable accroissement démographique poussent les sociétés modernes vers la constitution de grands ensembles et à l'intérieur de ces ensembles, vers la diversification et la mobilité sociales, comment l'information pourrait-elle ne pas prendre la forme de communication de masses? (...) La communication de masses est la condition même de la démocratie et l'une des meilleures garanties de la paix (...).

La cause de la démocratie et celle de la liberté de l'information sont en tous lieux et en tous temps solidaires (...)

Le préambule de la constitution de l'UNESCO le proclame :

« La paix fondée sur les seuls accords économiques et politiques des gouvernements ne saurait entraîner l'adhésion unanime des peuples ».

Encore faut-il que cette information pour être efficace repose sur une information valable. En fait, toute guerre — et l'histoire le démontre surabondamment — présuppose une atteinte à l'information: insuffisance de l'information ou pis encore sa distorsion.

Nous pourrions nous étendre dans d'autres considérations concernant le rôle de l'information dans divers domaines. Mais tel n'est pas notre propos. Nous avons voulu dresser un inventaire des moyens d'information en Afrique. Les matériaux dont nous avons disposé n'ont pas toujours été d'une exactitude et d'une actualité satisfaisantes. Nous espérons cependant que l'ensemble de notre documentation éclaircira quelque peu les données du problème.

A notre avis, les multiples stations de radio couvrant en grande partie l'Afrique constituent le meilleur moyen d'information. Elles suppléent à l'insuffisance des journaux et des périodiques. Elles ont le grand avantage de la rapidité et de s'adresser aux masses dans les langues vernaculaires qu'elles comprennent. Elles surmontent l'obstacle de l'analphabétisation en employant le procédé séculaire, *oral* de transmission des Africains. Elles permettent à des millions d'autochtones et d'eurocéans d'être mis au courant sans délai des principaux événements qui ont lieu dans le monde. Elles fournissent un appoint de première importance à la formation intellectuelle des jeunes gens et des adultes.

Mais les ondes comme le papier sont dociles. Tous les Gouvernements tirent parti de la radio pour défendre leur politique. La

propagande en use largement et nous n'en avons que trop souffert.

Espérons que l'Afrique saura réagir contre cette intoxication et que les dirigeants des nouveaux Etats africains indépendants comme les autres veilleront à donner à la radio un devoir absolu d'information objective, une orientation éducative et morale.

XI. SOURCES DE DOCUMENTATION

Institutions

1. Agence France-Presse (Paris).
2. Comité central français pour l'Outre-Mer (Paris).
3. Emissions mondiales de la Radio-Télévision belge (Bruxelles).
4. Institut belge d'Information et de Documentation (Bruxelles).
5. Office de Coopération radiophonique, OCORA (Paris).
6. Services de la Radio-Télévision gouvernementale française (Paris).
7. Unesco (Paris).

Sources imprimées

1. *Afrique*, Paris, décembre 1962.
2. *Communautés et Continents*, Paris, oct.-déc. 1962.
3. *Etudes congolaises*, C.R.I.S.P., Bruxelles, n° 5, vol. II.
4. *Europe-France d'Outre-Mer*, Paris, n° spécial 385.
5. MEYER's Handbuch über Afrika.
6. *Newspaper Guide* (Benn Brothers, 1957).
7. *Problèmes africains*, Bruxelles.
8. Rapports du Congrès de Bari (Istituto italiano per l'Africa, sept. 1962).
9. Statesman's (The) Year Book (1962).
10. Willing Press Guide (1962).
11. World Radio. T.V. Handbook (G. Lind Lund Johansen, Copenhague, 1962).

TABLE DES MATIERES

I. Considérations générales. Les différents moyens d'information envisagés	5
II. Rôle des journaux, revues et publications spécialisées européens	7
III. La Presse africaine	9
IV. Situation de la Presse:	35
A. Congo belge et Rwanda-Burundi, avril 1960	35
B. République du Congo, Rwanda et Burundi	41
V. Agences de Presse et correspondants étrangers de journaux africains	42
VI. Le cinéma	48
VII. La télévision	50
VIII. La radio. Principales stations africaines	50
IX. La Radio-Télévision Belge et l'Afrique	57
X. Conclusions	60
XI. Sources de documentation	62
Table des matières	63

Achevé d'imprimer le 15 octobre 1963
par l'Imprimerie SNOECK-DUCAJU et FILS S.A., Gand - Bruxelles